

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 1 JUIN 1921.

BUDGET GÉNÉRAL DES RECETTES ET DES DÉPENSES

POUR L'EXERCICE 1921 (1).

Tableau VIII : Travaux Publics.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION DU BUDGET (2) PAR M. CARLIER.

MESSIEURS,

Le budget des Travaux publics a été adopté par les sections de la Chambre. Un certain nombre de questions ont été posées. Nous les publions plus loin avec les réponses (Annexe I).

Le budget des Travaux publics doit être considéré sous deux aspects bien distincts. D'une part, le budget des dépenses ordinaires, de l'autre, le budget des dépenses extraordinaires et recouvrables.

Cette deuxième partie sera examinée en des rapports spéciaux. Nous nous contenterons de traiter, dans le présent rapport, le budget des dépenses ordinaires et ce d'une façon aussi concise que possible, voulant surtout l'examiner au point de vue comptable.

Le montant des crédits alloués pour l'exercice de 1920 se montait à	fr.	74,632,900
Les crédits demandés pour 1921 s'élèvent à		96,829,300
Soit une augmentation de		22,196,400

(1) Budget, n° 104.

Rapport général, n° 261.

(2) Composition de la *Commission du Budget* :

a) Les membres de la *Commission permanente des Finances, des Budgets et des Économies* : MM. Mechelyneck, président, Bologne, Carlier, David, De Bruyne, Donnay, Hallet, Houtart, Ozeray, Pussemier, Sap, Serruys, Soudan, Straus, Van Limburg-Stirum, Wauwermans.

b) *Six membres nommés par les Sections* : MM. du Bus de Warnaffe, Hainaut, Buyl, Pepin, de Liedekerke et De Bue.

Cette augmentation considérable provient entr'autres des crédits plus élevés demandés pour les postes suivants :

1. Augmentation des traitements (y compris les indemnités de vie chère), environ	7,000,000
3. Bâtimens civils, acquisition et location d'immeubles, près de	4,000,000
4. Entretien, reconstruction et amélioration des ouvrages des bassins de la Meuse, de l'Escaut, de l'Yser, etc.	6,500,000
5. Entretien, amélioration et reconstruction aux ports d'Ostende, de Nieuport, Blankenberghe et Zeebrugge	4,000,000
Ensemble	<u>27,500,000</u>

Nous examinerons ces articles en détail plus loin. Nous publions, d'autre part, en annexe, une ventilation des dépenses selon la formule admise par la Commission du budget (Annexe II).

Nous supprimons également du budget ordinaire les indemnités de vie chère qui sont reportées au budget extraordinaire.

Enfin, une dernière remarque générale s'impose. Nous avons dit que les crédits alloués pour 1920 s'élevaient à 74,632,900

Mais les dépenses engagées, d'après un tableau remis, et publié en annexe s'élèvent à 83,018,900

Soit un dépassement de crédit de 8,383,000

Sans doute, cela est dû au fait que le coût des matériaux et de la main-d'œuvre s'est élevé; mais, il est utile d'attirer l'attention du Gouvernement sur ce point afin que les crédits votés ne soient plus dépassés, sans quoi le rôle des Chambres deviendrait illusoire.

OBSERVATIONS RELATIVES AUX ARTICLES DU BUDGET.

CHAPITRE PREMIER.

Dans son ensemble, le chapitre premier prévoit une augmentation de 525,000 francs sur les chiffres de l'an dernier et une diminution de 100,000 francs, ce qui nous donne un surplus de dépenses de 425,000 fr.

Cette augmentation de crédit est justifiée par un relèvement des barèmes et des indemnités de vie chère. Il y aura lieu de rejeter de ce poste une somme de 250,000 francs d'indemnités de vie chère à porter au budget extraordinaire, ce qui ramènera l'augmentation de crédits à 175,000 francs et l'import total du chapitre premier à 2,879,000 francs.

A l'article 4, le crédit est le même que celui sollicité l'an dernier, soit 210,000 francs.

Il y a lieu de remarquer :

1° Que le crédit de 60,000 francs a été dépassé et s'est élevé à fr. 121,932.61 par suite de l'augmentation du prix des papiers et de la main d'œuvre ;

2° Par contre, le *B* du même article a été ramené de 40,000 à 22,198 fr., le *C* de 60,000 à fr. 51,402.69, le *D* de 23,000 à fr. 14,087.70 et le *E* de 23,000 à fr. 12,596.43.

Nous vous proposons, dès lors, de libeller l'article 4 comme suit :

<i>A.</i> Fourniture de bureau. Impressions, papiers	fr. 122,000
<i>B.</i> Achat et entretien des meubles	22,000
<i>C.</i> Éclairage, chauffage, service des eaux	40,000
<i>D.</i> Achat et reliure d'ouvrages, abonnements aux journaux.	13,000
<i>E.</i> Affranchissement des correspondances; télégrammes, communications téléphoniques, transports et menus frais	13,000
Total.	210,000

Le service de l'éclairage a coûté en 1920 fr. 23,087.39

Celui des eaux. 2,074.98

A l'article 7, le crédit de 100,000 francs est prévu pour les conseillers du Gouvernement, nommés pour trois ans, et pour le Comité supérieur de contrôle.

Les délégués du Ministre sont au nombre de deux et ne touchent aucun traitement. Ils ont droit à leurs frais de déplacement et de vacation.

Les conseillers du Gouvernement sont au nombre de six et reçoivent une indemnité annuelle de 6,000 francs.

Le conseiller artistique touche une indemnité annuelle de 2,000 francs et est également attaché au Département des chemins de fer.

Le Département des Travaux Publics est représenté au sein du Comité supérieur de contrôle par deux fonctionnaires : l'un en activité de service, l'autre admis à la retraite.

Ils jouissent pour l'accomplissement de leur mission d'un libre parcours sur les chemins de fer de l'État dont le prix est supporté par les crédits des Ponts et Chaussées (art. 17).

La part d'intervention du Département des Travaux Publics dans les frais du Comité supérieur de contrôle s'élève à 101,000 francs.

Le nombre d'agents de l'Administration centrale était en :

	1920	1921
Au Secrétariat général de	48	48
A l'Administration centrale des Ponts et Chaussées de	171	189
	<u>219</u>	<u>237</u>

Ce chapitre comprend 250,000 francs d'indemnité de vie chère à porter au budget extraordinaire.

CHAPITRE DEUXIÈME.

L'article 8 prévoit une augmentation de 13,000 francs sur les crédits alloués l'an dernier. Il se justifie par l'octroi d'un subside de 10,000 francs

au Comité organisateur de l'Exposition Internationale d'Architecture de Gand et d'un crédit de 5,000 pour permettre au Département de participer à cette exposition.

L'intérêt de la dite exposition, surtout pour les régions dévastées est indéniable.

Le montant de l'article 9 était porté en 1920 à 805,000 francs ; il est réduit à 600,000 francs.

Primitivement porté pour le budget de 1921 à 748,000 francs, il avait été réduit au chiffre ci-dessus à la suite d'une demande en compression de dépenses sollicitée par M. le Ministre des Finances.

Il s'entend comme suit :

a) Réparation, entretien des véhicules automobiles, essence, huiles	fr. 205,000
b) Pneumatiques, outillage, éclairage et chauffage	53,000
c) Frais de bureau	8,000
d) à g) Personnel	324,000
h) Somme prévue pour accidents à des tiers	10,000
Total du crédit sollicité	fr. 600,000

Budget ordinaire de l'exercice 1921.

ARTICLE 9.

RAPPORT COMPTABLE

comparant les situations de 1920 et de 1921.

LITTÉRAS.	DÉSIGNATION DES DÉPENSES.	CRÉDITS DEMANDÉS EN		AUGMEN- TATION.	DIMINU- TION.
		1920	1921		
a	Achat motos et vélos	90,000.—	—	—	90,000.—
	Réparation et entretien : autos, motos et vélos. Pièces de rechange et réparations .	185,000.—	80,000.—	—	105,000.—
	Essence.	97,000.—	60,000.—	—	37,000.—
	Huiles de graissage	8,000.—	5,000.—	—	3,000.—
b	Pneumatiques	135,000.—	60,000.—	—	75,000.—
	Outils	3,500.—	13,000.—	9,500.—	—
	Locaux : Entretien, éclairage et chauffage .	9,500.—	13,000.—	3,500.—	—
	Frais de garage en province	27,000.—	27,000.—	—	—
c	Fourniture de bureau, matériel et divers .	15,000.—	8,000.—	—	7,000.—
d e g	Personnel : traitements, salaires, frais de déplacements et de séjour et indemnités diverses (familiale, de résidence et de vie chère)	235,000.—	324,000.—	89,000.—	—
h	Sommes à prévoir pour accidents	—	10,000.—	10,000.—	—
	TOTAUX GÉNÉRAUX Fr.	805,000.—	600,000.—	112,000.—	317,000.—

JUSTIFICATIONS

Le poste de 90.000 francs a pu être supprimé en 1921 par le fait que les 200 bicyclettes et les 40 moto-cyclettes acquises en 1920 suffiront pour nautir de ces engins les fonctionnaires et agents de l'Administration des Ponts et Chaussées pendant l'année 1921.

La somme prévue en 1920 a pu être réduite au budget de 1921 : 1°) par suite de la baisse des prix des matières premières ; 2°) par suite de l'acquisition en 1920 de nouvelles voitures « Minerva » qui ont permis une moindre utilisation des voiturettes « Ford » dont l'usage réclamait beaucoup de réparations ; 3°) par le fait que beaucoup de vieilles bicyclettes ont été remplacées par des nouvelles qui ne nécessiteront pas cette année des réparations importantes.

La diminution des crédits demandés pour 1921 provient : 1°) de la diminution des prix d'achat ; 2°) de la décision de M. le Ministre de réduire l'intensité de la circulation des voitures automobiles.

Idem.

Idem.

Le poste outillage a dû subir une légère augmentation par rapport à celui de 1920 du fait de l'acquisition éventuelle d'un appareil d'entreposage moderne d'essence dont l'emploi a été préconisé par la Commission instituée en vue de la protection des bâtiments de l'État contre l'incendie.

L'augmentation se justifie : 1°) par l'accroissement du prix du gaz ; 2°) par l'extension des locaux à chauffer et à éclairer du fait de l'acquisition de l'immeuble sis rue du Prévoit, 32 et 34.

Cette somme sert à payer les frais de garage pour nos voitures à demeure en province ou se déplaçant pendant plusieurs jours ainsi que les frais de réparation à effectuer sur place.

Les frais pour 1921 ont pu être réduits parce qu'une partie des registres de l'année précédente peuvent encore être utilisés. De plus, il n'y a pas à envisager actuellement aucun achat de meubles de bureau.

La somme de 235.000 francs accordée en 1920 a été insuffisante par suite : 1°) du nouveau règlement général des traitements et salaires consentis par le Gouvernement avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 1920 ; 2°) des diverses indemnités consenties par le Gouvernement avec effet rétroactif au 1^{er} mai 1920 ; 3°) de la majoration de 70 p. c. des frais de déplacement accordée par Arrêté Royal du 24 janvier 1920. — L'insuffisance des crédits accordés a été comblée à l'aide du budget pour ordre.

La somme de 324.000 francs sollicitée pour 1921 tient compte : 1°) des diverses augmentations énumérées ci-dessus ; 2°) du congédiement éventuel de cinq chauffeurs avant le 4^{er} mai 1921.

Les quelques collisions qui se sont produites en 1920 ont amené le Département à prévoir une certaine somme au budget de 1921 pour couvrir le paiement d'indemnités mises éventuellement à la charge de l'État à la suite d'accidents de l'espèce.

Nous donnons ci-après la liste des autos, camions-autos, motocyclettes, bicyclettes employés par province, par le département des Travaux publics.

D'abord 28 voitures automobiles en ordre de marche dont la répartition se fait, suivant les besoins, entre les différentes provinces.

Ensuite, 1° 43 camions automobiles.

Ces camions sont répartis comme suit :

Flandre Occidentale	19	
Liège	3	
Anvers	1	
Namur	7	
Brabant	9	
Camion dépanneur	1	} au garage d'Ixelles.
En réserve et réparation	3	

2° 43 motocyclettes réparties comme suit :

Flandre Occidentale	5
Flandre Orientale.	—
Anvers	1
Limbourg	3
Liège	3
Namur	7
Luxembourg	11
Hainaut	3
Brabant	10

3° 471 bicyclettes réparties comme suit :

Flandre Occidentale	84
Flandre Orientale.	85
Anvers	45
Limbourg	50
Liège	47
Namur	39
Luxembourg	27
Hainaut	46
Brabant	48

Outre ces 471 bicyclettes, le Service des automobiles a été chargé depuis le 1^{er} mars 1921, — pour les provinces de Luxembourg et d'Anvers ainsi que pour une partie de la province de la Flandre Occidentale — de la réparation et de l'entretien d'environ 150 bicyclettes appartenant aux cantonniers et utilisées pour le service.

L'allocation de l'indemnité de 8 francs, mensuellement accordée, à ces cantonniers, pour l'entretien de leur vélo, a été de ce fait supprimée.

L'article 11 prévoit une diminution de 6,000,000. Elle n'est qu'illusoire, une partie des dépenses de cet article étant transférée à l'article 18 qui augmente de plus de 12,000,000 de francs.

Sur les 30 millions de crédits demandés fr. 27,150,161.92 de dépenses étaient engagées au 12 mai.

Elles se répartissaient comme suit :

Art.	Désignation.	Dépenses prévues.	Dépenses engagées au 12 mai 1921.
11.	Routes : Entretien, amélioration, redressement	26,900,000	23,914,487.37
	Plantations des routes : Etablis- sement, entretien, frais d'expé- rise	800,000	1,543,334.55
	Parcs publics : squares et pistes cyclables : Etablissement et entretien	2,000,000	1,864,113.38
	Subsides	300,000	28,226.42
	Totaux : francs. . . .	30,000,000	27,150,161.92

Disons à ce propos que le coût réel d'entretien des pavages est en général notablement inférieur à celui des empierrements pour les deux raisons ci-après :

La chaussée empierrée ordinaire s'use plus vite que celle en pavage par suite, d'une part, de la désagrégation de la pierraille de couverture sous l'action du roulage pondéreux à traction animale et de circulation de véhicules à allure rapide légers et lourds, et, d'autre part, par suite de ce que le coefficient de frottement est plus fort pour les empierrements que pour les pavages.

Toutefois, les circonstances modifient sensiblement cette thèse générale ainsi qu'on peut le voir aux tableaux ci-annexés.

Ces tableaux renseignent respectivement le coût kilométrique et le coût par mètre carré des chaussées pavées et empierrées en 1913.

Les chiffres qu'ils indiquent doivent être multipliés par 4 au moins pour 1920.

Contrairement à ce que la logique pourrait faire prévoir, le coût d'entretien par kilomètre de longueur de chaussées pavées est parfois plus élevé que celui des chaussées empierrées.

Cela tient à la plus grande largeur de certaines chaussées pavées, à la nature et à l'importance de la circulation et aussi à ce que les chaussées empierrées sont beaucoup plus souvent l'objet de réfections par voie de rechargement général cylindré, dont le coût est imputé sur les crédits extraordinaires.

II. — On transforme encore des routes pavées en routes empierrées dans un but d'économie immédiate, pour pouvoir améliorer sur une plus grande étendue les chaussées pavées en mauvais état.

Les vieux pavés usés et difformés, non susceptibles d'épinçage (retaille), dont le remploi n'est plus possible pour les chaussées pavées, sont utilisés principalement pour former la fondation des empierrements et quelque fois sont concassés à la main sous forme de pierraille (macadam) pour la couche supérieure des empierrements.

Au sujet de l'entretien des routes pavées, la Commission du budget a émis le vœu de voir les cantonniers procéder, régulièrement, comme par le passé, au repiquage des pavés et aux menus travaux d'entretiens de ces routes, avec méthode et ponctualité.

* * *

Nous donnons ci-après le coût d'entretien par kilomètre, d'une part des routes empierrées, d'autre part des routes pavées.

Nous ne pouvons, malheureusement, établir cette comparaison que pour les travaux d'avant-guerre ; celle pour les travaux d'après-guerre n'ayant encore pu être établie.

Coût d'entretien des routes par mètre carré en 1913.

PROVINCES.	Grandes routes proprement dites.				Anciens chemins vicinaux devenus routes de l'Etat.			
	Routes en rase campagne		Traverses		Routes en rase campagne		Traverses	
	pavées.	empierrées.	pavées	empierrées.	pavées.	empierrées.	pavées.	empierrées.
Anvers	0.030	0.285	0.108		0.030	0.017	0.32	
Brabant	0.050	0.072	0.067		0.138	0.081	0.056	
Flandre Occidentale	0.049	0.071	0.039	0.057	0.064	0.021	0.045	
Service de la Côte.	0.05	0.02	0.069	0.145	0.088	0.031	0.038	
Flandre Orientale	0.077		0.224		0.237		0.116	
Hainaut	0.046	0.081	0.131	0.098	0.108	0.125	0.193	0.069
Liège.	0.055	0.137	1.931	0.419	0.075	0.115	0.345	0.174
Limbourg	0.079	0.065	0.136	0.173	0.174	0.133	0.103	0.209
Luxembourg		0.037	0.205	0.051		0.045		0.074
Namur	0.025	0.065	0.172	0.09	0.028	0.078	0.272	0.067

Coût kilométrique d'entretien ordinaire des routes pendant l'année 1913 (Chaussées et terrassements).

[N° 324.]

(12)

PROVINCES.	Grandes routes proprement dites.				Anciens chemins vicinaux devenus routes de l'Etat.			
	Routes en rase campagne		Traverses		Routes en rase campagne.		Traverses	
	Pavées.	Empierrées.	Pavées.	Empierrées.	Pavées.	Empierrées.	Pavées.	Empierrées.
	Francs	Francs	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Anvers	438 83	141 06	1,149 13	—	557 31	192 57	1,109 16	—
Brabant	650 61	770 95	777 97	?	908 87	421 72	446 11	?
Flandre occidentale	527 99	848 78	432 23	635 89	533 04	312 11	472 37	—
Service de la côte	711 54	312 51	639 96	1,338 54	793 98	312 51	500 00	793 98
Flandre orientale	741 80	294 79	1,227 21	?	1,002 83	643 92	984 19	?
Hainaut	649 80	917 35	1,625 86	1,023 48	885 37	970 19	1,605 19	654 49
Liège	681 12	1,293 58	2,213 46	3,918 74	747 06	748 06	3,097 32	1,365 13
Limbourg	972 67	634 04	896 70	825 57	1,612 76	923 21	887 17	749 44
Luxembourg	—	337 60	2,169 00	454 00	—	317 00	—	581 40
Namur	305 33	605 52	1,729 35	817 44	253 31	573 20	1,530 71	480 37

L'article 12 a trait à des travaux à faire aux Bâtiments Civils. Il entraîne une augmentation de dépenses de près de 4,000,000.

Le crédit demandé comprend une somme de 3,050,000 francs provenant d'un dépassement de crédit sur le budget de 1920. Elle doit être écartée pour faire l'objet d'un crédit supplémentaire.

Une somme de 137,000 francs sollicitée par les amendements au budget général du 28 mai pour pourvoir à l'entretien des Bâtiments Civils des territoires rattachés à la Belgique par le traité de Versailles, devra être inscrite au budget spécial de Eupen-Malmédy.

Les dépenses de loyer, résultant en grande partie de la loi sur les loyers, se montent à 660,000 francs. Les taxes et impositions sont évaluées à 30,000 francs.

Le tableau ci-après donne les prévisions de dépenses qui tomberont à charge de cet article 12.

A. — Travaux entamés ou d'une absolue indispensabilité.

ANVERS

Travaux à exécuter en 1921 suivant les prévisions établies en 1920.	Montant des dépenses prévues.
	—
	Francs.
Entretien ordinaire des bâtiments civils.	200,000 »
Hôtel des douanes. Remise en état chauffage.	16,923 »

BRABANT

10, rue la Loi (Sciences). Peinture pour intérieure.	12,000 »
28, rue de la Loi. Remplacement chaudière, chauffage central	1,780 »
Musée Moderne. Travaux de peinture.	11,500 »

Laboratoires de Tervueren :

Établissement canalisation eaux intérieures.	20,096 »
Marbreries.	5,000 »
Réfection transformateur matière fécales.	1,600 »
Châssis œils de bœuf et installations sanitaires.	15,000 »
Revêtement granits escalier en béton.	12,500 »
Établissement réservoir dans les combles.	1,500 »
Menuiseries intérieures.	60,000 »

Palais du Cinquantenaire :

Enlèvement écussons, etc.	1,200 »
Aile-gauche. Travaux plomberie.	4,000 »
Atelier moulage. Extension éclairage.	3,600 »
Chaudière. Installation moteur électrique.	7,450 »
Grand Hall. Murs en briques (Montois).	16,000 »

Travaux à exécuter en 1921 suivant les prévisions établies en 1920.	Montant des dépenses prévues. Francs.
Palais des Académies :	
Établissement cloisons mobiles.	5,450 »
— 2° antichambre.	1,150 »
— divers, estrade, portes vitrées, etc.	1,800 »
Piédestaux en marbre.	5,000 »
Lustrerie	9,562 50
Éclairage. Remise en bon état	37,690 »
40, rue du Méridien. Travaux de peinture.	15,000 »
— Exhaussement de bâtiments, annexes.	65,000 »
École Horticulture - Vilvorde. Peinture serres et hangars.	17,000 »
Garage du Département. Renouvellement égouts, etc.	19,350 »
61, rue Archimède. — Appropriation bâtiment écuries.	3,600 »
40, rue de la Pépinière. Installations sanitaires.	3,100 »
Hôtel du Timbre. Rue des Cendres. Renouvellement toitures en zinc.	12,000 »
Jardin Botanique. Réfection toitures bâtiment principal.	43,200 »
École vétérinaire :	
Transformations salle accumulateurs.	1,450 »
Installation monte-charges.	2,750 »
Percement baie et travaux accessoires.	1,350 »
Création sortie en cas d'accident.	1,400 »
Lanterneaux, etc., appropriation.	5,400 »
Grande clinique. Démolition et reconstruction pavement.	6,400 »
Office Vaccinogène. Aménagement caves.	4,500 »
Salle d'opérations. Installations sanitaires.	2,700 »
Peinture parties métalliques diverses.	8,000 »
Fourniture d'un redresseur.	7,200 »
Moniteur :	
Travaux d'agrandissement.	140,000 »
Transformation chauffage.	200,000 »
Installation sanitaire.	25,000 »
Imprévus.	35,000 »
Ascenseurs.	40,000 »
Affaires Etrangères. Appropriation de l'hôtel	200,600 »
Cour des Comptes. Parachèvement des nouveaux locaux.	340,000 »
Palais de l'ancienne cour. Renouvellement revêtements de zinc.	70,000 »
Hôtel des Monnaies. Démolition et renouvellement chéneaux.	96,500 »
150, chaussée de Wavre, sonneries, téléphonies-éclairage.	6,650 »
58, Avenue des Arts. Remaniement et extension éclairage.	2,125 »
27, rue des Ursulines. Installation éclairage électrique.	3,500 »

Travaux à exécuter en 1921 suivant les prévisions établies en 1920.	Montant des dépenses prévues. Francs.
11, rue de la Pépinière et 16, rue Thérésienne éclairage électrique.	7,400 »
5, rue Beyaert. Amélioration et extension. Installation éclairage électrique.	53,200 »
5, rue Beyaert. Téléphonie intérieure.	15,100 »
	Francs.
Conservation des hypothèques à Louvain :	
Installation éclairage électrique.	3,400 »
2, rue Lambermont. Téléphonie intérieure.	3,300 »
Agriculture, 9 rue du Méridien. Sonneries et téléphonie.	2,200 »
— 3 — Éclairage.	7,300 »
Observatoire d'Uccle. Remise en état accumulateurs.	23,500 »
Poterne Humelghem. Acquisition en terrain.	40,000 »
Entretien ordinaire des Bâtiments civils.	5,000,000 »

FLANDRE OCCIDENTALE.

Gouvernement provincial Bruges. Travaux vitrerie.	6,300 »
Dépôt des archives Bruges. Statues Poorterslogie.	54,400 »
Entretien ordinaire des Bâtiments civils.	100,000 »
Gouvernement provincial. Crucifix.	1,625 »

FLANDRE ORIENTALE.

Gouvernement provincial Gand :

Installation éclairage électrique.	3,300 »
Téléphonie.	1,300 »
Contributions Gand. Installation éclairage électrique.	10,800 »
École normale Gand. —	3,500 »
Entretien ordinaire des Bâtiments civils.	200,000 »

HAINAUT.

École d'horticulture à Mariemont :

Appropriation.	60,000 »
Éclairage électrique.	à l'étude.
Protection contre le vol.	12,000 »
Institut agricole de Gembloux. Éclairage électrique.	à l'étude.

Gouvernement provincial Mons :

Installations complémentaire électrique.	12,500 »
Entretien ordinaire des Bâtiments civils.	100,000 »

LIÈGE.

Travaux à exécuter en 1921 suivant les prévisions établies en 1920.	Montant des dépenses prévues. Francs.
Gouvernement provincial :	
Entretien et amélioration parquets.	2,800 »
Salle de bain.	1,000 »
Linoléum et tapis.	4,200 »
Sonneries téléphonie, etc.	6,900 »
Palais de justice. Téléphonie intérieure.	3,000 »
École normale. Etablissement colonne alimentaire.	10,800 »
— Travaux divers, éclairage, etc.	20,000 »
Entretien ordinaire des Bâtiments civils.	400,000 »

LIMBOURG.

Entretien ordinaire des bâtiments civils.	60,000 »
---	----------

LUXEMBOURG,

Entretien ordinaire des bâtiments civils.	50,000 »
---	----------

NAMUR.

Gouvernement provincial :	
Amélioration, appropriation.	23,500 »
Contributions. Installation, éclairage électrique.	5,900 »
Entretien ordinaire des bâtiments civils.	100,000 »

ÉLECTRICITÉ.

Entretien ordinaire des bâtiments civils.	500,000 »
Avances de fonds.	100,000 »
Loyers, etc. (taxes, eaux, éclairage, électricité, charbons, etc.).	1,000,000 »
Questure de la Chambre.	21,000 »
Décomptes et imprévus	103,798 50

Total . . fr. 7,945,000 »

Sur ce crédit total de 7,945,000 francs, fr. 3,658,219.79 de dépenses étaient engagées au 12 mai 1921.

Ils s'entendaient comme suit :

	Dépenses.	Engagements à ce jour.
1. Palais, hôtels, édifices et monuments appartenant à l'État, entretien et réparations; achat d'objets mobiliers, travaux ordinaires et extraordinaires d'amélioration, d'agrandissement, de restauration, etc. fr.	(1) 6,828,760	2,780,379.49
2. Acquisition d'immeubles (Poterne d'Humulghem) :	40,000	40,000 »
3. Cérémonies et fêtes publiques : travaux et fournitures	15,000	2,000 »
4. Chauffage, éclairage, nettoyage, service des eaux, etc. des locaux occupés par les services extérieurs de Ponts et Chaussées .	100,000	45,000 »
5. Service spécial des Bâtiments civils, achat et réparation de meubles, fournitures de bureau	40,000	9,600 »
6. Loyers.	660,000	660,000 »
7. Impositions	30,000	—
8. Divers (notamment chauffage Palais de Justice, Cinquantenaire, consommation eau, location compteurs, etc.)	200,000	90,000 »
Somme dont le transfert a été demandé à l'article 18 (amendement)	31,240	31,240 »
	<u>7,945,000</u>	<u>3,658,219.79</u>

L'article 13 est afférent au casernement des gendarmeries. Le crédit demandé s'élève à 1,677,000 francs en diminution de 189,000 francs sur celui de 1920.

Le littera A est ramené de 830,000 à 600,000 francs, une partie des travaux d'entretien ayant été mis à charge des occupants.

Le littera B est porté de 794,000 à 825,000 francs pour faire face aux nouvelles charges résultant de la loi sur les loyers et de l'installation de nouvelles brigades.

Le littera C est le même.

(1) Se décomposant en :

a) Entretien des bâtiments civils (nombre des immeubles : 336) travaux d'urgente indispensabilité.	4,810,000
b) Travaux d'amélioration, etc. exécutés ou en cours.	1,701,591
c) Travaux d'amélioration, etc. à mettre incessamment en adjudication .	317,169

Voici comment les dépenses se subdivisent :

N° des articles et littéras du développement.	Dépenses d'Administration.	Dépenses résultant de l'application d'une loi (1).	Dépenses facultatives.
A)	Economat. Fournitures nécessaires au fonctionnement des ser- vices extérieurs du caser- nement et du service spé- cial. 90,000	Entretien, réparations, renouvelle- ment, ameublement. Construction, extension, amélioration, frais de surveillance générale, plans, indemnités pour travaux extraordi- naires ou supplémentaires. Eau, chauffage, éclairage, vidange, divers. Brabant 159,000 Flandre occidentale 34,000 Flandre orientale 134,000 Limbourg 20,000 Hainaut 50,000 Liège 28,000 Namur 9,000 Luxembourg 6,000 Anvers 10,000 Travaux d'électricité 60,000 510,000	Néant.
		600,000	
B)	Loyers des bureaux des ser- vices provinciaux du caser- nement. 31,000	Loyers gendarmerie, ré- quisitions, impositions, loyers 652,000 Loyers de baraquements dans régions dévastées. 70,000 Nouvelles locations pour installations de bri- gades 72,000 794,000	
		825,000	
C)	Téléphones des brigades de gendarmerie.	252,000	

(1) La loi du 28 juin 1899 a mis le casernement de la gendarmerie à charge de l'Etat.

1° Le crédit de 600,000 francs demandé pour 1921 au littéra A) est en diminution sur celui demandé en 1920 (830,000 francs) parce qu'une partie des travaux d'entretien qui était exécutée jusqu'ici par le service du casernement a été mise à charge des occupants.

Le crédit de 825,000 francs inscrit au littéra B) est en augmentation sur celui de 784,000 francs demandé en 1920 en vue de faire face aux nouvelles charges résultant de l'application de la loi sur les loyers ainsi que de l'installation de nouvelles brigades.

En ce qui concerne le crédit de 252,000 francs inscrit au littéra C) le chiffre de 1920 a été maintenu.

2° Les crédits votés en 1920 pour le service du casernement des gendarmeries n'ont pas été dépassés.

3° Il n'y a pas d'entreprises régies par contrat américain.

Du crédit total de 1,677,000 francs, 846,848.43 étaient engagés au 12 mai 1921 comme ci-après :

Nature de la dépense.	Sommes portées au budget.	Sommes déjà engagées.
<i>A. Casernement des gendarmeries; locaux du service; entretien, réparation, renouvellement, ameublement, etc.; construction, extension, amélioration, frais de surveillance générale, plans, fournitures de bureau, indemnités pour travaux extraordinaires ou supplémentaires; eaux, chauffage, éclairage, vidange, divers . .</i>	600,000	172,948.96
<i>B. Loyers divers, réquisitions, impositions .</i>	828,000	872,939.37
<i>C. Téléphones. Abonnements divers pour le reliement de toutes les brigades au réseau télé- phonique.</i>	282,000	100.963.10
	<u>1,677,000</u>	<u>846.848.43</u>

L'article 14 est relatif aux travaux hydrauliques.

L'augmentation des crédits comparés à l'an dernier est de 6,500,000 francs. En réalité, il y a plutôt diminution, en ce sens que dans cette somme est compris un dépassement de crédits de 4,000,000 qu'il faut ajouter aux 8,000,000 alloués en 1920. Nous proposons le rejet de cette somme de 4,000,000, comme de tous les dépassements de crédits, renseignés dans le tableau en annexe.

La situation devra être régularisée par la demande de crédits supplémentaires, sur le budget de 1920.

Les augmentations s'entendent ainsi :

Désignation.	Crédits alloués en 1920.	Crédits sollicités en 1921.	Différence en plus pour 1921.
a) Bassin de la Meuse. . . .	1,500,000	3,500,000	2,000,000
b) Bassin de l'Escaut	3,000,000	5,500,000	2,500,000
c) Bassin de l'Yser	2,500,000	3,500,000	1,000,000
d) Passages d'eau et dépen- dances	500,000	1,500,000	1,000,000
e) Divers	500,000	500,000	
	<u>8,000,000</u>	<u>14,500,000</u>	<u>6,500,000</u>

L'article 15 intéresse nos ports. Une augmentation de 4,000,000 due au coût élevé de la main-d'œuvre et des matériaux est sollicitée.

Ils se justifient comme suit ;

Désignation.	Crédits de 1920.	Crédits pour 1921.	Différence en plus.
a) Port d'Ostende.	1,100,000	2,500,000	1,400,000
b) Port de Nieuport	500,000	750,000	250,000
c) Port de Blankenberghe	500,000	750,000	250,000
d) Port de Zeebrugge	100,000	1,000,000	900,000
e) Côte ; Boisement des dunes. Travaux intéressant l'hy- giène. Subsidés	1,200,000	2,000,000	800,000
f) Phares et fanaux	100,000	500,000	400,000
	3.500,000	7.500,000	4,000,000

L'article 16 est relatif au personnel du corps des Ponts et Chaussées.

Il s'élève à 3,516,600 et est en augmentation de 315,700 francs sur les crédits alloués en 1920.

Il se subdivise comme suit :

Traitements des 296 fonctionnaires, mentionnés au projet du budget,	2,625,600
Traitements-nouveaux emplois prévus,	246,000
Promotions et nominations normales,	90,000
Indemnité familiale,	40,000
Indemnité de résidence,	115,000
Indemnité de vie chère,	400,000
	<u>3,516,600</u>

L'article 17 s'élève à 1,732,000 et est resté le même qu'en 1920. Il se divise comme suit :

Frais de bureau et de déplacements,	736,000
Indemnités : déplacements extraordinaires, changements de résidence, travail extraordinaire, positions exceptionnelles, frais de jurys d'examens, etc...,	618,350
Indemnité technique,	377,650
	<u>1,732,000</u>

Disons à ce sujet que l'indemnité technique a des origines lointaines, bien que son institution soit récente. Dès avant la guerre, il était admis que les longues études universitaires imposées aux ingénieurs de même que les difficultés rebutantes du concours imposé pour leur recrutement, l'entrée forcément tardive des ingénieurs dans les services de l'État, devaient avoir pour conséquence une rémunération se différenciant nettement de celle du personnel administratif. Cette différenciation dans l'esprit de ceux qui avaient

examiné la question devait revêtir logiquement la forme d'une indemnité technique.

Le problème n'ayant, toutefois, pas reçu de solution à cette époque, l'État s'est trouvé après la guerre dans une situation critique; les appels fait par les Administrations des Chemins de fer, des Télégraphes, des Mines et des Ponts et Chaussées pour se procurer les ingénieurs nécessaires à la marche de leurs services restaient vains; d'autre part, les ingénieurs en fonctions quittaient l'Administration pour aller occuper des fonctions plus lucratives. Les chefs des départements intéressés ont dû aviser. Le moyen auquel ils se sont arrêtés pour attirer de nouveaux éléments et retenir les anciens a été l'institution de l'indemnité technique.

Celle-ci a naturellement suscité l'envie des autres fonctionnaires et à la suite d'un mouvement créé par eux, l'idée de l'abandon de l'indemnité technique a prévalu en principe, mais il a été formellement entendu qu'elle ne pouvait l'être qu'au prix de l'établissement d'un barème spécial pour les ingénieurs dont les traitements doivent être relevés.

Ce barème est actuellement en élaboration pour les grands corps techniques de l'État.

L'article 18 comprend les traitements du personnel adjoint des Ponts et Chaussées. Les crédits demandés s'élèvent à 24,154,700 en augmentation de 10,344,700 sur les crédits alloués en 1920, qui s'élevaient avec les crédits supplémentaires à 13,810,000.

Cette augmentation est due surtout au transfert à cet article du traitement des cantonniers portés précédemment à l'article 11 et qui comme nous l'avons dit plus haut, est en diminution de 6,500,000. La différence soit plus de 4,000,000 francs provient de l'indemnité de vie chère qui s'élève pour cet article à 4,644,000 francs.

Nous en donnons ci-après le détail :

Salaires, indemnités de résidence, familiale et de vie chère des cantonniers	6,150,000
Traitements, salaires et indemnités de résidence, familiale et de vie chère des nouvelles unités prévus	2,079,700
L'indemnité de vie chère pour l'année entière du personnel adjoint au Corps des Ponts et Chaussées (à l'exclusion des cantonniers et des nouveaux agents prévus) alors que cette indemnité n'a été allouée qu'à partir du mois de mai et aussi pour faire face au relèvement du taux de l'indemnité familiale	987,400
Somme provenant du relèvement du tarif horaire des ouvriers provisoires et de l'augmentation du nombre d'ouvriers (augmentations provoquées par la réduction des heures de travail), y compris les indemnités de ce personnel supplémentaire	1,127,600
	10,344,700

L'augmentation totale sollicitée est nécessaire pour payer en 1921 :

Les traitements et salaires des 3,085 fonctionnaires et agents effectifs mentionnés au projet de budget et avances de fonds nécessaires au paiement des ouvriers	fr. 16,070,000
Traitement et salaires des nouveaux employés prévus	1,547,700
Promotions et augmentations normales	187,400
Indemnité familiale	700,000
Indemnité de résidence	1,005,600
Indemnité de vie chère	4,644,000
	24,154,700

On entend par *cadres réglementaires* ceux qui sont fixés par les arrêtés ou règlements; par *cadres effectifs* ceux qui correspondent au nombre réel de fonctionnaires ou agents.

Le nombre d'agents était de 1,899 au 30 juin 1914.

— 1,852 au 31 décembre 1920.

— 1,973 au 30 mai 1921.

A l'article 19, les crédits sollicités en 1920, en y ajoutant 200,000 francs de crédits supplémentaires, s'élevaient à 665,000 francs. Les crédits demandés pour 1921, s'élèvent à 1,200,000 fr. soit une augmentation de 535,000 fr.

Elle est justifiée par les déplacements pour surveillance de travaux, changements de résidence, travail extraordinaire, positions exceptionnelles, effets d'habillement, frais de concours et d'examen, remplacement d'agents malades ou en congé, chauffage et éclairage des bureaux télégraphiques, etc. 1,200,000 francs.

Le chapitre II comprend comme indemnités de vie chère une somme de 5,078,000 francs qui sera transférée au budget extraordinaire.

CHAPITRE III.

Le chapitre III en ses articles 20 à 23 comprend des crédits s'élevant à 495,000 francs et comportant une augmentation de 175,000 francs sur les crédits de 1920. Cette augmentation est surtout sollicité en vue de payer une allocation de retraite aux anciens cantonniers.

Dans ce chapitre est compris une indemnité de vie chère de 25,000 francs à porter au budget extraordinaire.

CHAPITRE IV.

Ce chapitre comprend les articles 24 et 25. Les crédits demandés s'élèvent à 115,000 francs en diminution de 10,000 francs sur ceux sollicités en 1920.

Il comprend un crédit de 40,000 francs pour la Commission chargée d'évaluer les ressources des Flandres et du Brabant en pierre blanche. En réalité, cette somme est le reliquat d'un subside de 50,000 francs allouée en 1920.

Nous proposons donc de réduire le présent budget des indemnités de vie chère suivantes :

Chapitre I	.	.	.	.	fr.	250,000
Chapitre II	.	.	.	.		5,053,600
Chapitre III	.	.	.	.		25,000
				soit .	fr.	5,328,600

Le nombre des fonctionnaires et agents s'élevait en 1920 à 2,349.

Il s'élève actuellement à 2,251. Il faut y ajouter les 1,130 cantonniers.

En réalité, le nombre des fonctionnaires et agents des Ponts et Chaussées est, en 1921, de 98 unités inférieur à celui de 1920.

* * *

Sous réserve des observations ci-dessus, nous vous proposons d'adopter le présent budget.

Nous nous permettons cependant d'attirer à nouveau l'attention du Gouvernement sur la nécessité de ne plus dépasser les crédits alloués, ce qui rend, nous le répétons, le contrôle des Chambres illusoire.

D'autre part, le transfert de crédits aboutit au même résultat. La Commission estime qu'il est nécessaire de mettre fin à cette pratique qui est la négation même de la division du budget par articles.

Le Rapporteur,
EMILE CARLIER.

Le Président,
A. MECHELYNCK.

BUDGET GÉNÉRAL POUR 1921.

(TRAVAUX PUBLICS).

Budget ordinaire

LE BUDGET DES TRAVAUX PUBLICS EN SECTIONS.

QUESTIONS ET RÉPONSES.

2^e Section.

ART. 9. — Un membre demande que l'on réduise les dépenses pour automobiles (art. 9).

Le crédit sollicité à l'article 9 pour le service des automobiles a subi une première réduction à la suite d'une demande de M. le Ministre des Finances.

La somme de 600,000 francs qui est sollicitée a été scrupuleusement établie en tenant compte de la situation financière actuelle. Elle ne pourra souffrir une réduction nouvelle sans qu'il en résulte des inconvénients pour la marche des services chargés de l'inspection et du contrôle des nombreux travaux en cours.

ART. 11. — Un membre signale que la province de Hainaut et particulièrement l'arrondissement de Mons est fort mal servi pour l'entretien des routes.

Il en était peut-être ainsi avant la guerre, mais depuis l'armistice, les routes de la province de Hainaut, et particulièrement celles de l'arrondissement de Mons, sont l'objet de soins assidus et constants.

Indépendamment des travaux de réfection extraordinaire qui ont été effectués ou sont en cours d'exécution sur les routes de Bruxelles à Mons, de Mons à Charleroi, de Mons à Quiévrain, etc..., les travaux d'entretien ordinaire pour cette province ont donné lieu à une dépense supérieure en moyenne, à celle faite pour la plupart des autres provinces.

Le tableau ci-dessous en fait foi :

Dépenses d'entretien ordinaire pour l'exercice 1920-21.

Province d'Anvers	1,707,500 fr.	pour 687 kilomètres.
— de Brabant	2,161,940	— 607,500 —
Agglomération bruxelloise	1,267,500	— 115 —
Flandre Occidentale (Bruges)	1,919,500	— 626,622 —
Flandre Occidentale (Poperinghe)	1,736,300	— 340 —

Flandre Orientale. Le bail d'entretien n'a pas été adjugé pour cette province.

Hainaut	3,180,000 fr.	pour 830 kilomètres.
Liège.	3,728,000	— 1,113 —
Limbourg	2,987,000	— 789 —
Luxembourg	3,146,000	— 1,174 —
Namur	3,855,000	— 1,222 —

3^e Section.

ART. 11. — La Section demande que l'on examine l'ensemble des travaux projetés et que l'on puisse connaître le résultat de cet examen.

Le programme des travaux d'entretien à effectuer sur les routes de l'État pendant l'exercice 1921-1922, comporte une dépense totale d'un peu plus de 22 millions. Le crédit sollicité est de 30 millions. La différence devra couvrir les frais d'entretien des parcs et squares, l'établissement et l'entretien des pistes cyclables, les avances de fonds pour menus travaux exécutés en régie ou autres, les subsides et les multiples imprévus résultant chaque année des adjudications, des travaux supplémentaires nécessaires, etc.

Il serait aisé de démontrer que ce crédit de 30,000,000 de francs est absolument insuffisant pour assurer l'entretien convenable de nos routes. Cependant, eu égard à la nécessité absolue de comprimer pour l'année courante les dépenses de l'État, il faudra bien que la Direction des routes s'en accomode.

3^e Section.

ART. 12. — La Section demande que l'on examine l'ensemble des travaux projetés et que l'on puisse connaître le résultat de cet examen.

Le tableau reproduit dans le rapport (annexe ...) au sujet de l'article 12 renseigne les travaux d'entretien et d'amélioration des bâtiments civils dont l'exécution est prévue en 1921 et dont le coût est à imputer sur l'article 12 du projet de budget (dépenses ordinaires). Ces travaux revêtent un caractère d'urgente indispensabilité et ont dû être postposés précédemment à raison d'insuffisance des crédits. Quant aux travaux figurant au projet de budget relatif aux *dépenses extraordinaires*, l'exposé des motifs qui accompagne ce projet en fournit la justification.

2^e Section.

ART. 12. — Un membre demande qui a décidé l'exécution des travaux dans l'avant-cour du Parlement.

A une demande analogue, posée par l'honorable M. Woeste, il fut répondu le 23 janvier 1921, que les travaux en question ont été décidés par les bureaux du Sénat et de la Chambre.

(Voir questions et réponses, 23 janvier 1921, p. 118.)

3° Section.

ART. 13. — La Section demande que l'on examine l'ensemble des travaux projetés et que l'on puisse connaître le résultat de cet examen.

Les développements du tableau VIII de l'art. 13 du projet de budget ordinaire de 1921 ne mentionnent que des dépenses intéressant des travaux d'entretien, d'amélioration et d'extension dont l'exécution sera reconnue nécessaire au cours de l'exercice. Les grands travaux proprement dits sont prévus au budget des dépenses extraordinaires.

5° Section.

ART. 14. — Un membre fait remarquer que le budget ne prévoit rien pour le travail du canal de la Lys à l'Yperlée.

Un autre membre insiste sur ce travail qu'il désire voir entrer dans la catégorie de la 2^e tranche. Il entre, comme le dit le Ministre, dans la 3^e tranche;

Le Ministre l'a mis en 3^e tranche parce que les Finances les demandaient et que ce travail doit céder le pas à des travaux d'une utilité plus immédiate.

ART. 25. — Un membre critique le chiffre élevé (40,000 fr.) pour payer une commission chargée d'étudier les ressources des Flandres en pierre blanche (art. 25).

Ce sont les opérations matérielles de sondage et de reconnaissance du sous-sol qui emportent la plus grande partie des dépenses affectées aux recherches de la pierre blanche. En effet, en 1920, elles ont absorbé les $\frac{4}{5}$ de la dépense totale, et j'ai hâte d'ailleurs d'ajouter qu'une somme de fr. 5,562.26 a été seulement prélevée sur le crédit de 50,000 francs, parce que les opérations de sondage n'ont pu être poussées avec l'activité désirable pendant l'année en question; le restant du crédit a donc fait retour au Trésor.

Le crédit demandé de 40,000 francs est nécessaire pour continuer en 1921 les recherches faites en 1920.

ART. 27. — La Section demande que l'on examine l'ensemble des travaux projetés et que l'on puisse connaître le résultat de cet examen.

Le crédit de 9,286,000 francs, prévu à l'article 27, comporte : 1^o des dépenses à concurrence de 8,730,000 francs pour reconstruction de casernes détruites ou incendiées et pour remise en état d'habitabilité des immeubles dévastés par l'ennemi; 2^o des dépenses à concurrence de 556,000 francs pour remplacement et réparation du mobilier du casernement qui a été détruit, enlevé ou abîmé par l'ennemi.

1^{re} Section.

ART. 29. — Un membre désirerait savoir ce qu'ont coûté les travaux de Nieupoort et à quel point ils se trouvent. Il demande à quel moment sera abandonné le contrat américain ?

La dépense occasionnée par la reconstruction des écluses et barrages de l'arrière-port de Nieupoort s'élève actuellement à 10 millions environ ; les travaux s'exécutant par contrat américain sont avancés à concurrence de la moitié de la dépense totale et seront terminés vers la fin de l'année.

ART. 35. — La section demande que l'on examine l'ensemble des travaux projetés et que l'on puisse connaître le résultat de cet examen.

Le crédit de 10 millions, art. 35, *dépenses normales*, 10,000,000 : Ce crédit comporte : 1° des dépenses à concurrence de 9,500,000 francs pour l'agrandissement de casernes existantes nécessitées par l'augmentation des effectifs des brigades, ainsi que pour la construction de casernes pour l'installation de nouvelles brigades et des nouvelles unités, forces mobiles, légions mobiles ; 2° des dépenses à concurrence de 700,000 francs pour l'acquisition du mobilier complémentaire nécessaire aux dites extensions et constructions.

5^e Section.

ART. 33, 30, 31. — Un membre demande si le Département des Travaux publics n'a rien changé aux travaux approuvés pour Anvers avant la guerre.

Le programme des travaux arrêté avant la guerre n'a pas été modifié dans ses grandes lignes.

5^e Section.

ART. 36. — Combien de temps dureront les travaux entre Anvers et Liège ?

Les importants travaux projetés pour améliorer les communications par eau entre Anvers et Liège nécessiteront un délai de dix ans, pour autant que le Département dispose des capitaux nécessaires à leur avancement.

4^e Section.

ART. 40. — Quand l'État fera-t-il les travaux de jonction entre le canal de Louvain avec le port de Bruxelles ?

L'observation précédente a rapport au budget extraordinaire.

Les canaux brabançons sont classés dans la 1^{re} catégorie des grands travaux à effectuer dans le pays ; ils seront entamés dès que le Département disposera des terrains nécessaires et pour autant que la situation budgétaire le permette.

4^e Section.

Art. 66. — Un membre voudrait savoir si la somme de 3,000,000 suffit aux accidents du travail.

Concerne le Ministère de l'Industrie et du Travail, article 66 du budget extraordinaire.

3^e Section.

Un membre émet le vœu que le Gouvernement respecte la disposition légale qui veut que les marchés directs pour lesquels on ne fait pas appel à la concurrence soient déposés au greffe de la Chambre.

Ce vœu ne concerne pas le Département des Travaux publics. Il doit s'adresser au Département des Finances.

Le Département des Travaux publics fournit chaque année les relevés des marchés fixés par l'article 46 de la loi de comptabilité.

ANNEXE II.

TABLEAU VIII

Ministère des Travaux Publics.

VENTILATION DES DÉPENSES.

Articles.	Désignation des services et de l'objet des Dépenses.	Crédit demandé.	Dépenses d'admini- stration.	Dépenses résultant de l'application d'une loi.	Dépenses facultatives.	Observations.
	Première section.					
	Dépenses ordinaires.					
	—					
	CHAPITRE PREMIER.					
	<i>Administration centrale.</i>					
	—					
1	a) Traitement du Ministre.	44,000	35,000			
	b) Frais de représentation.		9,000			
2	a) Secrétariat général.	2,450,000	295,000			
	b) Administration des Ponts et Chaussées.		1,755,000			
	c) Indemnité de résidence		125,000			
	d) — familiale.		25,000			
	e) — de vie chère.		250,000			
3	Indemnités pour travaux extra- ordinaires.	100,000	100,000			
4	a) Fournitures de bureau et im- pressions.	210,000	122,000			
	b) Meubles.		22,000			
	c) Eclairage, chauffage, service des eaux.		40,000			
	d) Livres et journaux.		13,000			
	e) Correspondances, transports et menus frais.		13,000			
5	Frais de route et de séjour.	75,000	75,000			
6	Honoraires et frais de déplace- ment des avocats du départe- ment.	75,000	75,000			
7	Délégués et conseillers de gou- vernement, Conseiller artis- tique, Comité supérieur de contrôle.	175,000	175,000			

Articles.	Désignation des services et de l'objet des dépenses.	Crédit demandé.	Dépenses d'administration.	Dépenses résultant de l'application d'une loi.	Dépenses facultatives.	Observations.
8	Etudes de projets, levés de plans, Achat et réparation de matériel. Fournitures diverses : instruments, clichés, plans, papiers, livres, cartes, etc. Participation aux frais du service des adjudications de l'Office commercial. Frais de missions à l'étranger pour études relatives aux divers services de l'Administration des Ponts et Chaussées. Frais divers de transport, Congrès, Subsidés, Téléphones, Expositions diverses.	225,000				Le crédit porté au budget de 1920 est de 210,000 frs. L'augmentation de 15,000 frs en 1921 résulte du subside (10,000 frs) à allouer au Comité organisateur de l'Exposition d'Architecture de Gand et de la participation (5,000 francs) de l'Administration à cette Exposition.
a	Affaires générales. Fournitures diverses. Missions, Divers.		70,000			
b	Subsidés : Congrès de Navigation. Congrès de la Route. Exposition internationale d'Architecture du Bâtiment, à Gand.				5,000 3,000 10,000	
c	Routes.		20,000			
d	Bâtiments civils.		2,000			
e	Casernement de la Gendarmerie.		30,000			
f	Voies hydrauliques.		35,000			
g	Personnel.		50,000			
9	Automobiles, motocyclettes et bicyclettes de service.	600,000				
a	Réparations, entretien, essence, huiles.		205,000			
b	Pneumatiques, outillages, éclairage, chauffage.		53,000			
c	Frais de bureau.		8,000			
d à g	Personnel.		324,000			
h	Somme prévue pour accidents à des tiers.		10,000			
10	Annales des Travaux Publics, rémunération d'auteurs, frais de bureau, matériel, clichés, déplacements, divers.	40,000	40,000			Ce crédit est le même que celui alloué en 1920.
11	Routes : entretien, amélioration, redressement. — Plantations des routes : établissement et entretien. — Parcs publics, squares et pistes cyclables : établissement et entretien. — Frais d'expertise. — Subsidés.					

Articles.	Désignation des services et de l'objet des Dépenses.	Crédit demandé.	Dépenses d'admini- stration.	Dépenses résultant de l'application d'une loi.	Dépenses facultatives.	Observations.
	a) Routes : entretien ordinaire.	24,000,000	24,000,000			En diminution de 6,000,000 frs. sur le montant de 1920.
	b) Routes : subsides.	300,000			300,000	
	c) Plantations et entretien des plantations, frais d'experte- rise, élaguage par suite de l'établissement de lignes téléphoniques et télégra- phiques.	800,000	800,000			
	d) Parcs publics et squares : établissement et entretien.	1,000,000	1,000,000			
	e) Pistes cyclables : établis- sement et entretien.	1,000,000	1,000,000			
	f) Travaux en dehors des baux d'entretien reconnus indis- pensables ou rendus néces- saires pour des causes de force majeure. — Paiement des terrains cédés à la grande voirie par suite de l'adop- tion de nouveaux aligne- ments. — Ouvrages d'art : travaux d'amélioration, de reconstruction et divers.	2,900,000	2,900,000			
	Total.	30,000,000				
12	a) Palais, hôtels, édifices et monu- ments appartenant à l'Etat : entretien et réparations; achat d'objets mobiliers; travaux ordinaires et extraordinaires d'amélioration, d'agrandisse- ment, de restauration, etc. — Acquisition d'immeubles; cérémonies et fêtes publiques; travaux et fournitures. — Chauffage, éclairage, net- toyage, service des eaux, etc., des locaux occupés par les services extérieurs des Ponts et Chaussées. — Achat et réparations de meubles, four- nitures de bureaux, pour le service spécial des B. C. de la capitale et des environs. — Divers.	(1) 7,255,000				Cette somme est à peine suffisante pour exécuter les travaux d'entretien et d'amélioration strictement indis- pensables et ur- gents aux Pât. civ. et notamment ceux occupés par le <i>Mo- niteur</i> et la « Cour des Comptes ». — Les travaux à faire dans ces derniers immeubles absor- beront à eux seuls environ 1 million de frs (1) y compris 310,000 francs pour abonnements d'eau, gaz, électricité, charbons, etc. pour les bâtiments ac- quis ou loués pour des services publics de l'Etat.
	b) Loyers.	660,000				
	Impositions.	30,000				
13	a) Casernement des gendarme- ries : Locaux du service du caserne- ment des gendarmeries. Entre- tien, réparations, renouvelle- ment, ameublement, etc. Construction, extension, amé- lioration, frais de surveillance générale, plans, indemnités pour travaux extraordinaires ou supplémentaires. Eau, chauffage, éclairage, vi- dange, divers.	510,000		510,000		(1) La loi du 28 juin 1899, mis le casernement de la gendarmerie à charge de l'Etat.

Articles.	Désignation des services et de l'objet des Dépenses.	Crédit demandé.	Dépenses d'admini- stration.	Dépenses résultant de l'application d'une loi.	Dépenses facultatives.	Observations.
	Economat. Fournitures néces- saires au fonctionnement des services extérieurs du caser- nement et du service spécial.	90,000	90,000			
	b) Loyers des casernes de gen- darmeries, réquisitions, im- positions.	740,000		740,000		
	Loyers des bureaux des services provinciaux du casernement.	31,000		31,000		
	c) Téléphones des brigades de gendarmerie.	252,000		252,000		
	Canaux, rivières, polders, irri- gations de la Campine, plan- tations et lignes télégraphi- ques. — Entretien, recon- struction, amélioration, ad- ministration.					
	Passages d'eau et dépendances: entretien, reconstruction, amélioration, établissement, exploitation.					
a	Bassin de la Meuse.	3,500,000	3,500,000			
b	Bassin de l'Escaut.	5,500,000	5,500,000			
c	Bassin de l'Yser.	3,500,000	3,500,000			
d	Passages d'eau et dépendances.	1,500,000	1,500,000			
c	Divers	500,000	500,000			
	Total des crédits.	14,500,000	14,500,000			
	Ports, côte, phares, fanaux : entretien, reconstruction, amélioration, administration. Boisement des dunes domai- niales. Travaux intéressant l'hygiène, subsides.					
a	Port d'Ostende.	2,500,000	2,500,000			
b	Port de Nieuport.	750,000	750,000			
c	Port de Blankenberghe.	750,000	750,000			
d	Port de Zeebrugge.	1,000,000	1,000,000			
e	Côte. Boisement des dunes. Travaux intéressant l'hygiène, subsides.	2,000,000	2,000,000			
	Phares et fanaux.	500,000	500,000			
	Total des crédits.	7,500,000	7,500,000			

Articles.	Désignation des services et de l'objet des Dépenses.	Crédit demandé.	Dépenses d'admini- stration.	Dépenses résultant de l'application d'une loi.	Dépenses facultatives.	Observations.
	<i>Direction du personnel.</i>					
16	Traitements des 296 fonctionnaires mentionnés au projet de budget.		2,625,600			
	Traitements nouveaux, emplois prévus.		246,000			
	Promotions et augmentations normales.		90,000			
	Indemnité familiale.		40,000			
	— de résidence.		115,000			
	— de vie chère.		400,000			
		3,516,600	3,516,600			
17	Frais de bureau et de déplacements.		736,000			
	Indemnités : déplacements extraordinaires, changements de résidence, travail extraordinaire, positions exceptionnelles, frais de jurys d'exams, etc.		618,350			
	Indemnité technique.		377,650			
		1,732,000	1,732,000			
18	Traitements et salaires des 3,085 fonctionnaires et agents effectifs mentionnés au projet de budget et avances de fonds nécessaires au paiement des ouvriers.		16,070,000			
	Traitements et salaires; nouveaux emplois prévus.		1,547,700			
	Promotions et augmentations normales.		187,400			
	Indemnité familiale.		700,000			
	Indemnité de résidence.		1,005,600			
	Indemnité de vie chère.		4,644,000			
		24,154,700	24,154,700			
19	Indemnités : déplacements pour surveillance de travaux, changements de résidence, travail extraordinaire, positions exceptionnelles, effets d'habillement, frais de concours et d'exams, remplacement d'agents malades ou en congé, chauffage et éclairage des bureaux télégraphiques, etc.					
		1,200,000	1,200,000			

Articles.	Désignation des services et de l'objet des Dépenses.	Crédit demandé.	Dépenses d'admini- stration.	Dépenses résultant de l'application d'une loi.	Dépenses facultatives.	Observations.
20	Traitements d'attente des agents en disponibilité (y compris une somme de 25,000 francs pour indemnité mobile de vie chère).	125,000	125,000			
21	Premier terme des pensions à accorder éventuellement (crédit non limitatif).	60,000	60,000	60,000		Loi générale sur les pensions.
22	Secours.	300,000	300,000			Allocations accordées à défaut de pension, notamment aux anciens cantonniers.
23	Dépenses imprévues.	10,000	10,000			
24	Commissions chargées de l'étude des questions relatives à l'aménagement des banlieues d'Anvers et de Gand.	75,000	75,000			
25	Commission chargée d'évaluer les ressources des Flandres et du Brabant en pierre blanche.	40,000	40,000			Ce crédit est le reliquat non utilisé de celui d. 50,000 francs alloué pour 1920.

NOTE**concernant le contrat américain.**

L'état de guerre avait profondément bouleversé nos moyens de communication pendant plus de quatre ans.

Au lendemain de l'armistice, nous avons constaté la ruine de notre organisme économique; une partie importante de nos voies ferrées a été détruite; plus de 600 kilomètres de voies navigables ont été rendus inutilisables.

Il fallait sortir sans tarder de cet effarant désarroi, reconstruire d'urgence les ponts, écluses, viaducs, quais, barrages, rétablir en un mot nos voies de communication.

Le temps faisait défaut pour dresser des devis, des plans, des descriptions; il fallait rompre avec les errements en vigueur avant la guerre, traiter sur l'heure avec les entrepreneurs, mettre immédiatement la main à l'œuvre.

En l'absence de directives relatives à la nature et au programme des travaux à effectuer, l'on ne pouvait songer à des entreprises à forfait qui lient les parties contractantes d'une manière irrévocable; l'impossibilité de fixer des prix unitaires eu égard aux exigences ouvrières et à l'instabilité des marchés relatifs aux matériaux excluait d'autre part les adjudications à bordereau de prix.

Beaucoup d'entrepreneurs, qui avaient refusé de travailler sous l'occupation, s'étaient vu enlever tout leur matériel et se trouvaient dans l'impossibilité d'exécuter des travaux. A moins que de favoriser les entrepreneurs qui s'étaient compromis en travaillant pour l'ennemi, l'État a dû acquérir lui-même le matériel, soit dans le pays, soit à l'étranger et le mettre à la disposition des entrepreneurs qu'il a choisis pour leurs connaissances et leur honorabilité.

Force a donc été de recourir au contrat dit « américain »; le recrutement de la main-d'œuvre, l'achat des matériaux, la location ou l'acquisition du matériel se font par l'intermédiaire d'entrepreneurs habitués à des marchés de l'espèce. nous aidant de leur pratique et de leur expérience pour l'organisation des chantiers, pour étudier les méthodes d'exécution, rechercher l'outillage le mieux approprié.

Le concours prêté par les entrepreneurs, les services qu'ils nous rendent sont rémunérés par un pourcentage sur le montant des sommes dépensées.

Indépendamment d'une mise en train immédiate des travaux, le contrat américain présente l'avantage de laisser à l'Administration une grande liberté d'action; elle peut modifier les travaux en cours, changer le mode d'exécution sans avoir à payer aucune indemnité de ce chef; les procès sont écartés et comme l'entrepreneur n'a aucun intérêt à mal travailler, les ouvrages sont exécutés suivant toutes les règles de l'art et les précautions voulues sont prises pour assurer le bien-être, la sécurité, l'hygiène et la santé de l'ouvrier.

Le contrôle constant de l'Administration permet, d'une part, d'affirmer qu'il ne faut pas plus de délai pour exécuter les travaux d'après le contrat américain que s'ils avaient été adjugés à forfait en admettant qu'un marché de l'espèce eût été possible.

Le contrat américain n'échappe toutefois pas à la critique et on lui reproche notamment ce qui suit :

1° Quand l'entrepreneur fait un effort pour diminuer le prix de revient de l'entreprise, il voit son bénéfice s'amoinrir ; au contraire, si par une mauvaise gestion les dépenses sont augmentées, le bénéfice de l'entrepreneur s'accroît ;

2° De tels contrats amènent une réduction du rendement de l'ouvrier, parce qu'ils développent la nonchalance.

C'est l'Administration qui arrête l'importance des travaux à effectuer : il lui appartient de les limiter aux besoins nécessaires ; elle doit veiller, en outre, à ce que le contrat soit loyalement exécuté et se mettre en garde contre les abus par une surveillance et un contrôle convenablement organisés.

Examinons de plus près l'organisation du contrôle ; elle fut parmi les premières préoccupations.

Département comptable. — Les écritures commerciales comptables originales de l'entreprise sont la base de la rédaction des comptes ; des classements méthodiques, une documentation sur fiches évite les doubles emplois. Des inspections des écritures du service d'exécution furent confiées à des fonctionnaires de l'Administration Centrale.

Opérations commerciales. — Les services qui se sont vus confier des travaux importants ont peu, à peu pris complètement en main les transactions commerciales remettant aux seuls soins des entreprises l'exécution des contrats.

Les mercuriales des prix pratiqués échangées régulièrement entre les divers services intéressés, les renseignements fournis par les périodiques commerciaux et techniques, l'expérience acquise avec le temps ont permis aux Ingénieurs dirigeants d'aborder le monde des affaires avec une certaine autorité qui s'est affirmée dans la suite.

Les marchés se font également souvent par de vraies adjudications sur appel public par voie d'annonces dans des journaux spéciaux.

Certes, les sièges sociaux des entreprises se voyaient déchargées en fait d'une partie de leur mission, mais le fonctionnaire passionné aussi peut-être par l'action avait ainsi la conviction de combattre l'immoralité du contrat.

Une des politiques suivies aussi par les services dont les travaux étaient en pleine activité, fut en 1920, alors que les prix des matières et des transports étaient à la hausse, de réaliser des stocks d'approvisionnement ; aujourd'hui, au contraire, les marchés ne sont plus traités qu'afin d'assurer au jour le jour les besoins.

Service magasins. — Toutes les écritures de magasin, entrées de matériaux, de matériaux, de produits de consommation, combustibles, graisses, huiles, etc. sont établies contradictoirement entre les magasiniers de l'État et ceux des entrepreneurs.

Il en est de même des écritures relatives aux sorties, à la consommation, et à la mise en œuvre.

Un service notamment a reçu en dix-huit mois près de 500,000 tonnes d'approvisionnement de toutes espèces et tient des écritures commerciales qui ont valu des éloges à ses collaborateurs.

Ces écritures ont également été l'objet de vérification de la part d'un fonctionnaire de l'Administration centrale spécialement chargé de cette mission.

Main-d'œuvre. — L'embauche et l'emploi de la main-d'œuvre ne sont faits qu'avec l'assentiment permanent, journalier, des fonctionnaires, chefs de chantier. Les constats de présence se font par un service de pointage du type admis par les grandes firmes d'entreprises de travaux publics sur leurs chantiers privés avec cette sécurité nouvelle que les constats sont établis séparément par l'Administration et l'entreprise et donnent lieu chaque jour à l'établissement, sous la responsabilité d'un fonctionnaire, d'une liste de paie admise contradictoirement.

Un fonctionnaire enfin, relevant directement du Secrétariat général du Département, assure un super-contrôle de ce service de pointage et en plus des vérifications régulières par coups de sonde imposées au chef de service sous sa responsabilité personnelle.

Rendement. — Le rendement de la main-d'œuvre a été l'objet de critiques, parfois violentes.

C'était injuste. Comment vouloir une production normale dans des situations les plus anormales possibles.

La guerre avait comme déraciné tous nos travailleurs, tant manuels qu'intellectuels.

Ceux qui avaient fait la guerre, et victorieusement, qui furent de bons soldats dans les tranchées, pouvaient-ils, du jour au lendemain, devenir de bons terrassiers dans les tranchées de nos nouvelles écluses et de nos dérivations ?

La population civile qui, pendant les quatre années et demie de guerre, avait vécu sous le feu près du front, dans les étapes ou dans le gouvernement général, ne pouvait pas, non plus, fournir de suite de bons travailleurs manuels ou intellectuels.

Pendant ces années terribles, cette population n'avait pas travaillé, ou si elle avait quelque chose, c'était pour se procurer des vivres ou bien elle avait fait du travail forcé, ici, ou à la déportation.

Il y a plus. Nos grandes firmes d'entrepreneurs de travaux publics ne disposaient plus de leur direction technique ni de leurs chefs brigadiers et autres qui forment comme les cadres de ces travaux manuels.

Tout devait presque être formé à nouveau : l'esprit au travail, la direction et la discipline.

Comment veut-on une production régulière dans cet état d'anarchie morale et intellectuelle ?

Aussi, l'industrie privée, qui fut reprise après l'armistice, a eu à lutter avec les mêmes difficultés ; ce qui montre que ces difficultés sortaient de la situation même et n'étaient pas la suite du caractère public des travaux, ni de leur mode d'exécution appelé « système américain ».

Félicitons-nous d'avoir si vite et si complètement surmonté ces malheurs ainsi que des heureux résultats de l'initiative du Département qui s'est mis immédiatement à l'œuvre préférant l'action incomplète au respect de la théorie dans l'inaction.

Comité supérieur de Contrôle. — La plupart des chantiers exploités par contrat américain ont reçu la visite et ont été l'objet d'une surveillance de la part d'agents de ce comité.

Les irrégularités dénoncées sont d'importance trop minime pour être mentionnées, il ne faut signaler qu'un cas sérieux d'abus ; l'ensemble des détournements se monte à une dizaine de milliers de francs ; il est vrai que ce chantier a déjà nécessité une dépense de 10 millions environ et a occupé à certains moments près de 4,000 hommes. Il s'agissait de détournements de quelques matériaux et d'emploi abusif de main-d'œuvre ; malheureusement aussi de faux en écritures ayant nécessité, vu précisément le contrôle organisé, la complicité et l'entente de quatre agents subalternes. Ceux-ci ont été révoqués et dénoncés à la justice.

Revision des contrats. — En août 1920, il fut imposé à plusieurs entrepreneurs auxquels avaient été confiés des travaux des plus importants, des avenants à leur contrat américain.

Ces avenants portent notamment que le pourcentage bénéficiaire de 40 p. c. prévu ne sera appliqué que sur la valeur des matières et le montant des salaires au 1^{er} mars 1920.

C'est, en effet, au début de mars 1920 que les salaires furent accrus, en une fois, dans des proportions énormes, ce qui entraîna la hausse de toute chose.

Le résultat de l'avenant sera de réduire le bénéfice alloué l'entrepreneur dans une proportion pouvant atteindre pour les salaires près de 40 p. c. ; pour les matériaux cette réduction est moindre, mais cependant appréciable.

*
* * *

Certes les mesures prises dans tous les domaines pour combattre les faiblesses de cette forme de contrat ne peuvent prétendre à la voir rendue parfaite.

Ce qui précède, exposé de l'activité de la vigilance des services intéressés, prouve cependant que ces défauts avaient attiré l'attention des esprits à tous les degrés de la hiérarchie.

Les résultats acquis montrent enfin que l'activité déployée, les initiatives prises et les responsabilités encourues ont porté leurs fruits.

ANNEXE III.

RELEVÉ

des Entreprises de travaux hydrauliques régies par contrat américain
encore en cours.

DÉSIGNATION DES TRAVAUX.	SOMME APPROXIMATIVE RESTANT À PAYER.	OBSERVATIONS.
Construction d'écluses sur le Haut-Escaut, à Berchem et à Espierres.	9.500.000	L'entreprise à contrat américain sera vraisemblablement achevée vers la fin de 1921.
Construction à Asper et à Audenarde.	8.000.000	Idem Idem en octobre 1921.
Idem à Kain.	4.000.000	Idem Idem vers la fin de 1921.
Idem d'une nouvelle écluse à Ben-Ahin sur la Meuse.	2.000.000	Idem Idem Idem.
Construction à Andenelle.	3.000.000	Idem Idem Idem.
Idem d'une écluse au Kruis-schans à Oorderen (Escaut).	60.000.000	Idem Idem en juillet 1923. Des mesures sont prises en vue de la résiliation de ce contrat américain.
Construction d'une nouvelle écluse à Menin sur la Lys.	1.700.000	L'entreprise à contrat américain sera vraisemblablement achevée fin avril 1921.
Reconstruction des écluses de l'arrière port à Nieupoort.	11.500.000	L'entreprise à contrat américain sera vraisemblablement achevée vers la fin de 1921.

BUDGET DU MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS POUR L'EXERCICE 1920

Première Section. — Dépenses ordinaires.

ART.	Dépenses probables de l'exercice 1920.	ART.	Dépenses probables de l'exercice 1921.
1	44.000		46.649.000
2	2.000.000	13	1.500.000
3	100.000	14	12.000.000
4	210.000	15	3.500.000
5	40.000	16	3.200.900
6	60.000	17	1.500.000
7	100.000	18	13.810.000
8	200.000	19	665.000
9	805.000	20	101.000
10	40.000	21	20.000
11	36.000.000	22	60.000
12	7.050.000	23	10.000
	46.649.000		83.015.900

Les crédits alloués pour le budget ordinaire de 1920 s'élevaient à 1 milliard 374,632,900 francs.

Deuxième Section — Dépenses exceptionnelles.

ART. 24 . . .	fr. 30,000
— 25 . . .	20,000
Total.	fr. 50,000

BUDGET EXTRAORDINAIRE.

I. — Dépenses normales.

Art.	Dépenses probables de l'exercice 1920	Art.	Dépenses probables de l'exercice 1920	Art.	Dépenses probables de l'exercice 1920
95	61,000,000	Rép ^t .	67,410,000	Rép ^t .	93,640,000
96	1,300,000	103	—	110	3,590,000
97	1,160,000	104	—	111	200,000
98	750,000	105	235,000	115	100,000
99	2,000,000	106	1,000,000	116	900,000
100	1,000,000	107	2,855,000	117	2,000,000
101	200,000	108	20,640,000		
102	—	109	1,500,000		
	67,410,000		93,640,000	Total	100,340,000

II. Dépenses de guerre.

Art.	Dépenses probables de l'exerc. 1920.
95	35.500.000
99	375.000
107	4.590.000
108	52.200.000
109	26.000.000
112	100.000
113	50.000
114	2.000.000
	120.815.000

Récapitulation.

NATURE DES DÉPENSES	Dépenses probables de l'exerc. 1920.
Budget ordinaire	83.015.900
Dépenses exceptionnelles	50.000
Dépenses extraordinaires normales	100.340.000
de guerre	120.815.000
Total.	304.220.900

LE PORT DE ZEEBRUGGE.

La question de l'outillage du port de Zeebrugge a été examinée en Commission.

Il a été admis, sans préjudice des décisions futures qui seront prises, qu'il était d'intérêt national que cette question fût examinée avec la plus grande attention.

Nous publions donc ci-après le rapport au Roi nommant une Commission d'études, chargée d'examiner cette vaste question.

Bruxelles, le 7 mai 1921,

SIRE,

Le port de Bruges était en pleine activité en 1914. Son mouvement, en y comprenant celui du canal maritime, s'était élevé, en 1913, à 488,896 tonnes moorsom, entrées et sorties réunies. La Compagnie des Installations Maritimes de Bruges était, d'autre part, sur le point de voir aboutir ses démarches en vue de l'établissement dans le port de Zeebrugge de l'escale de lignes de navigation régulières entre l'Allemagne et l'Amérique.

La guerre est survenue; les magnifiques installations de ces deux ports ont été utilisées à outrance par l'ennemi; au moment où il a dû les abandonner, il n'a laissé derrière lui que ruines et destructions. L'œuvre de reconstruction a été entamée dès l'armistice; elle est aujourd'hui en majeure partie achevée; les ports de Bruges et de Zeebrugge sont rendus à la navigation.

Mais la guerre a bouleversé de fond en comble les conditions économiques. La clientèle que la Compagnie était parvenue à se créer et celle qu'elle envisageait dans un avenir prochain, provenaient en majeure partie des pays centraux. Le trouble amené par le conflit mondial dans nos relations avec ces pays place la Compagnie des Installations Maritimes de Bruges dans une situation des plus difficiles. Il importe de rechercher quelles sont les conséquences de cette situation sur l'exploitation des ports de Bruges et de Zeebrugge et quelles sont les mesures à prendre pour tirer de ces deux ports le meilleur parti au point de vue des intérêts de la Belgique.

Il m'a semblé, SIRE, qu'il convient, ainsi que la Compagnie des Installations Maritimes de Bruges l'a suggéré, de confier l'étude de ces questions à une Commission au sein de laquelle siègeraient, à côté des délégués des Départements des Travaux Publics, des Affaires Étrangères, des Finances, des Chemins de Fer, Marine, Postes et Télégraphes et de la Défense Nationale, des représentants de quelques-uns de nos grands établissements industriels et financiers.

C'est dans cet ordre d'idées que j'ai l'honneur de soumettre à Votre Majesté le projet d'arrêté ci-joint instituant la Commission dont il s'agit.

J'ai l'honneur d'être,

SIRE,

de Votre Majesté,

Le très dévoué Ministre,

É. ANSEBLE.

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, SALUT,

Sur la proposition de Notre Ministre des Travaux Publics

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

Il est institué une commission, chargée de rechercher les conséquences de la guerre, au point de vue de l'exploitation des ports de Bruges et de Zeebrugge et les mesures à prendre pour tirer de ces deux ports, les meilleurs partis au point de vue des intérêts de la Belgique.

ART. 2.

Sont nommés membres de cette commission :

MM. le Ministre des Travaux Publics ou son délégué.

Pouckaert inspecteur général des Ponts et Chaussées, à Bruxelles.

Bultinck, inspecteur général de la Marine, à Bruxelles.

Colens, secrétaire générale du Ministère des Chemins de fer, Marine, Postes et télégraphes, à Bruxelles.

Cousin, ingénieur, administrateur de la Compagnie des installations Maritimes de Bruges à Bruxelles.

de Burllet, ingénieur, administrateur de la Banque de Bruxelles, à Nivelles.

de Cuyper, ingénieur, délégué de la Banque industrielle belge à Ostende.

Degroodt, administrateur délégué de la société anonyme « La Brugeoise » et Nicaise et Delcuve, à Bruges.

De Meulemeester, sénateur à Bruges.

Dupont, ingénieur, secrétaire-technique de la société anonyme d'Ougrée-Marihaye, à Ougrée.

Gilbert, capitain-commandant de la IV section de l'État-major de l'armée à Bruxelles.

Hanrez, administrateur des Chemins de fer de l'État, à Bruxelles.

Henroteaux, sous-directeur à l'Administration Centrale du Département des Affaires Étrangères, à Bruxelles.

Jadot, président du comité de direction de la Compagnie Générale des chemins de fer secondaires, délégué de la Société Générale, à Bruxelles.

Marote, directeur général des Voies Hydrauliques, à Bruxelles.

Schramme, avocat, président de la Compagnie des Installations maritimes de Bruges, à Bruges.

Urbain, directeur de l'agence d'Ostende de la Société Cockerill, ligne Ostende-Tilbury, à Ostende.

Van der Cruyssen, directeur général au Ministère des Finances, à Bruxelles.

Van der Meersels, directeur de la société anonyme « Le Lloyd Royal Belge » rue Neuve, n° 24, à Anvers.

Van Opstal, administrateur-délégué de l'Agence maritime internationale d'Anvers; délégué de la Banque d'Outremer, à Anvers.

Walin, directeur général des Ponts et Chaussées, à Bruxelles.

ART. 3.

Notre Ministre des Travaux Publics ou son délégué présidera les travaux de la Commission.

ART. 4-

MM. Descans, ingénieur en chef, directeur des Ponts et Chaussées à Bruxelles et Verschoore, ingénieur principal des Ponts et Chaussées, à Bruges, rempliront respectivement les fonctions de secrétaire et de secrétaire-adjoint de la Commission.

ART. 5.

La Commission aura son siège à Bruxelles.

ART. 6.

Toutes les dépenses relatives à l'organisation et au fonctionnement de la Commission seront supportées par le budget du Département des Travaux Publics.

ART. 7.

Notre Ministre des Travaux Publics est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Laeken, le 17 mai 1921.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Travaux Publics

E. ANSEELE.



VIII. Travaux publics.

TABLEAU.

Amendements proposés par la Commission du Budget.

Articles des tableaux.	LIBELLÉ.	Crédit demandé.	Crédit proposé.	Amendements.
2	Traitements d'activité et de disponibilité des fonctionnaires, employés et gens de service. — Salaires. — Traitements des agents de province, détachés à l'Administration centrale. — Secours. — Subvention de vie chère, indemnités familiale et de résidence (y compris une somme de 250,000 francs pour indemnité mobile de vie chère).	2,450,000	2,200,000	Diminution de 250.000 francs. (Indemnité de vie chère) par transfert au budget extraordinaire.
9	Automobiles, motocyclettes et bicyclettes de service (y compris une somme de 9,600 fr. pour indemnité mobile de vie chère).	600,000	590,400	Diminution de 9,600 francs. (Même motif.)
12	Palais, hôtels, édifices et monuments appartenant à l'Etat : entretien et réparations; achat d'objets mobiliers; travaux ordinaires et extraordinaires d'amélioration, d'agrandissement, de restauration, etc. — Acquisition d'immeubles. — Cérémonies et fêtes publiques : travaux et fournitures. — Chauffage, éclairage, nettoyage, service des eaux, etc., des locaux occupés par les services extérieurs des Ponts et Chaussées. — Achats et réparations de meubles, fournitures de bureau pour le service spécial des Bâtiments civils de la capitale et des environs. — Loyers. — Impositions. — Divers. <i>Casernement des gendarmeries.</i>	7,945,000	4,895,000	Diminution de 3,050,000 fr. (Dépassement de crédit sur le budget de 1920. Il doit faire l'objet d'un crédit supplémentaire).
14	Canaux, rivières, polders, irrigations de la Campine, plantations et lignes télégraphiques. — Entretien, reconstruction, amélioration, administration. Passages d'eau et dépendances : entretien, reconstruction, amélioration, établissement, exploitation.	14,500,000	10,500,000	Diminution de 4,000,000 de fr. (Dépassement de crédit sur le budget de 1920. Il doit faire l'objet d'un crédit supplémentaire.)
16	Inspecteurs généraux, ingénieurs et conducteurs des Ponts et Chaussées, ingénieurs et conducteurs adjoints : traitements, indemnités mensuelles du personnel du corps à l'essai et suppléments de traitement, subvention de vie chère, indemnités familiale et de résidence (y compris une somme de 400,000 fr. pour indemnité mobile de vie chère).	3,516,600	3,116,600	Diminution de 400,000 francs. (Indemnité de vie chère) par transfert au budget extraordinaire.
18	Personnel adjoint au corps des Ponts et Chaussées; hydrographes et hydrographes adjoints; architectes; fonctionnaires et agents chargés du service du casernement de la gendarmerie; gardiens de monuments, cantonniers : traitements, salaires, avances de fonds, suppléments de traitement, subvention de vie chère, indemnités familiale et de résidence (y compris une somme de 4,644,000 francs pour indemnité mobile de vie chère).	24,150,700	19,510,700	Diminution de 4,644,000 fr. (Même motif.)
20	Traitements d'attente des agents en disponibilité (y compris une somme de 25,000 francs pour indemnité mobile de vie chère).	125,000	100,000	Diminution de 25,000 francs. (Même motif.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 1 JUNI 1921.

ALGEMEENE BEGROOTING DER ONTVANGSTEN EN UITGAVEN

VOOR HET DIENSTJAAR 1921 (1).

Tabel VIII : Openbare Werken.

VERSLAG

VAMENS DE BEGROOTINGSCOMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER CARLIER.

MIJNE HEEREN,

De Begrooting van Openbare Werken is door de Afdeelingen der Kamer aangenomen geworden. Een aantal vragen werden gesteld. Verder geven wij die, met de antwoorden. (Bijlage I).

De Begrooting van Openbare Werken moet in twee wel onderscheiden opzichten beschouwd worden. Eensdeels, de begrooting der gewone uitgaven, anderdeels, de begrooting der buitengewone en invorderbare uitgaven.

Dit tweede deel zal in bijzondere verslagen onderzocht worden. In dit verslag bepalen wij er ons toe de Begrooting der gewone uitgaven te behandelen en wel zoo bondig mogelijk, inzonderheid uit een rekenplichtig oogpunt.

Het bedrag der verleende credieten voor het dienstjaar 1920

beliep	.fr.	74,632,900
------------------	------	------------

De voor 1921 aangevraagde credieten bedragen		96,829,300
--	--	------------

Hetzij een vermeerdering van		22,196,400
--	--	------------

(1) Begrooting, n^o 101.

Algemeen verslag, n^o 261.

(2) Samenstelling van de Begrootingscommissie :

a) De Leden der Bestendige Commissie voor de Financiën, de Begrootingen en Bezuinigingen : de heeren Mechelyneck, voorzitter, Bologne, Carlier, David, De Bruyne, Donnay, Hallet, Houtart, Ozeray, Pussemier, Sap, Serruys, Soudan, Straus, Van Limburg-Stirum, Wauwermans.

b) Zes leden door de Afdeelingen benoemd : de heeren du Bus de Warnaffe, Hainaut, Buyl, Pepin, de Liedekerke en De Buc.

Deze aanzienlijke verhooging komt, onder meer, voort uit de credieten, aangevraagd voor de volgende posten :

1. Weddeverhoogingen (met inbegrip van duurtetoeslag), ongeveer	7,000,000
3. Burgerlijke Gebouwen : aankoop en huur van gebouwen, nagenoeg	4,000,000
4. Onderhouden, herbouwen, verbeteren van kunstwerken in de stroomgebieden van Maas, Schelde, Yser, enz.	6,500,000
5. Onderhouden, herbouwen, verbeteren der havens van Oostende, Nieuwpoort, Blankenberghe en Zeebrugge	4,000,000
Te zamen	<u>27,500,000</u>

Verder zullen wij die artikelen omstandig onderzoeken. In de bijlagen geven wij dan een verdeling der uitgaven, volgens de door de Begrotingscommissie aangenomen formule (Bijlage II).

Van de gewone begrooting nemen wij ook af den duurtetoeslag, die overgebracht wordt op de buitengewone begrooting.

Ten slotte, een opmerking van algemeenen aard : wij zegden dat de voor 1920 verleende credieten bedroegen fr. 74,632,900

Doch, volgens een ingediende tabel, bedragen de te besteden uitgaven. 83,015,900

Hetzij een credietoverschrijding van. . . . fr. 8,383,000

Dat is, wel is waar, te wijten aan de prijsstijging van de bouwstoffen en het arbeidsloon ; doch het is van belang, de aandacht der Regeering hierop te vestigen, opdat de toegekende credieten voortaan niet meer zouden te uiten gegaan worden ; anders wordt de rol der Kamers geheel overbodig.

AANMERKINGEN BIJ DE ARTIKELEN DER BEGROOTING

HOOFDSTUK I.

In zijn geheel, voorziet hoofdstuk I een vermeerdering van 525,000 frank op het bedrag van verleden jaar, en een vermindering van 100,000 frank, wat een toeneming van uitgaven beteekent van 425,000 frank.

Deze credietvermeerdering wordt gewettigd door een verhooging van den wedderooster en van den duurtetoeslag. Uit dien post dient verwijderd een som van 250,000 frank voor duurtetoeslag, over te dragen op de buitengewone begrooting, wat de credietvermeerdering op 175,000 frank terugbrengt en het totaal bedrag van hoofdstuk I op 2,879,000 frank.

Bij artikel 4, wordt hetzelfde crediet aangevraagd als verleden jaar, zegge 240,000 frank.

Er dient opgemerkt te worden :

1° Dat het crediet van 60,000 frank overschreden werd, en fr. 121,932.61 bedraagt, ten gevolge van de hogere prijzen voor papier en arbeidsloon ;

2° B van hetzelfde artikel werd, daarentegen, van 40,000 op 22,198 frank

gebracht, *C* van 60,000 op fr. 34,402.69, *D* van 25,000 op fr. 14,087.70 en *E* van 25,000 op fr. 12,396.45.

Wij slaan dus voor artikel 4 te doen luiden als volgt :

<i>A.</i> Kantoorbenodigdheden. Drukwerk, papier	fr. 122,000
<i>B.</i> Aankoop en onderhoud van meubelen	22,000
<i>C.</i> Verlichting, verwarming, waterbediening	40,000
<i>D.</i> Aankoop en inbinden van boekwerken, dagbladabonne- menten	13,000
<i>E.</i> Briefpost; telegrammen, telefoongesprekken, vervoer en geringe onkosten.	13,000
Totaal.	210,000

De verlichtingsdienst heeft in 1920 gekost	fr. 23,087.39
De waterbediening	2,074.98

Bij artikel 7 is een crediet van 100,000 frank voorzien voor de Regeeringsraden, benoemd voor drie jaar, en voor het Hooger Comité van Toezicht.

De afgevaardigden van den Minister zijn ten getale van twee en zijn niet bezoldigd. Zij hebben recht op reisvergoeding en zitpenningen.

De Regeeringsraden zijn zes in getal en krijgen een jaarlijksche vergoeding van 6,000 frank.

De kunstraadgever trekt een jaarlijksche vergoeding van 2,000 frank en is terzelfder tijd verbonden aan het Departement van Spoorwegen.

Het Departement van Openbare Werken is in het Hooger Comité van Toezicht door twee ambtenaren vertegenwoordigd : de eene, in werkelijken dienst, de andere voor het pensioen toegelaten.

Voor het vervullen hunner opdracht, genieten zij vrij verkeer op de Staatsspoorwegen, waarvan de onkosten gedragen worden door de credieten van Bruggen en Wegen (art. 17).

Het aandeel van het Departement van Openbare Werken in de onkosten van het Hooger Comité van Toezicht bedraagt 101,000 frank.

Het aantal beambten bij het Hoofdbestuur bedroeg in :

	1920	1921
Algemeen Secretariaat	48	48
Hoofdbestuur van Bruggen en Wegen	171	189
	<u>219</u>	<u>237</u>

Dit hoofdstuk begrijpt 230,000 frank voor duurtetoeslag, over te dragen op de buitengewone begroeting.

HOOFDSTUK II.

Artikel 8 voorziet een credietverhooging van 15,000 frank, tegen verleden jaar. Deze verhooging is te wijten aan een toelage van 10,000 frank aan het

Inrichtingscomiteit der Internationale Tentoonstelling voor Bouwkunde, te Gent, en aan een crediet van 5,000 frank tot deelneming van het Departement aan die Tentoonstelling.

Die Tentoonstelling is van onloochenbaar belang, inzonderheid voor de verwoeste gewesten.

Het bedrag van artikel 9 was in 1920, op 805,000 frank gebracht ; het is thans tot 600,000 frank ingekrompen.

Aanvankelijk, voor de begrooting van 1921, op 748,000 frank gesteld, werd het op bovengenoemd cijfer teruggebracht, naar aanleiding van een verzoek van den Minister van Financiën tot inkrimping der uitgaven.

Het is samengesteld als volgt :

a) Herstelling, onderhoud van automobielen	
benzine, olie	fr. 205,000
b) Gummibanden, gereedschap, verlichting	
en verwarming	53,000
c) Kantoorkosten.	8,000
d) tot g) Personeel	324,000
h) Som voorzien voor ongevallen, veroorzaakt	
aan derden	10,000
Totaal van het aangevraagd crediet. . fr.	600,000

Gewone begrooting voor het dienstjaar 1921.

ARTIKEL 9.

VERSLAG .

**voor rekening en verantwoording met vergelijking
der toestanden van 1920 en 1921.**

LITTERAS.	AANDUIDING DER UITGAVEN.	AANGEVRAAGDE CREDIETEN IN		VERHOOGING.	VERMINDERING.
		1920	1921		
a	Aankoop van motorrijwielen en rijwielen	90,000.—	—	—	90,000.—
	Herstelling en onderhoud : autos, motorrijwielen en rijwielen, wisselstukken en herstellingen	185,000.—	80,000.—	—	105,000.—
	Benzine.	97,000.—	60,000.—	—	37,000.—
	Smeerolie	8,000.—	5,000.—	—	3,000.—
b	Luchtbanden	135,000.—	60,000.—	—	75,000.—
	Gereedschap	3,500.—	13,000.—	9,500.—	—
	Lokalen : onderhoud, verlichting en verwarming.	9,500.—	13,000.—	3,500.—	—
	Kosten voor loodsen in de provincie	27,000.—	27,000.—	—	—
c	Kantoorgerief, materieel en allerlei. . . .	15,000.—	8,000.—	—	7,000.—
d	Personeel : jaarwedden, loonen, reis- en verblijfskosten, allerlei vergoedingen (gezins-	235,000.—	324,000.—	89,000.—	—
e	verblijfsvergoeding, duurtetoeslag) . . .				
g					
h	Sommen voorzien bij ongevallen	—	10,000.—	10,000.—	—
	ALGEMEEN TOTAAL . . .Fr.	805,000.—	600,000.—	112,000.—	317,000.—

RECHTVAARDIGING.

De post van 90.000 frank kon voor 1921 wegvallen daar de 200 rijwielen en de 40 motorrijwielen, in 1920 aangekocht, volstaan om er de ambtenaren en beambten van het Bestuur van Bruggen en Wegen in 1921 van te voorzien.

De in 1920 voorziene som kon op de Begrooting voor 1921 verminderd worden : 1°) ten gevolge van de prijsdaling der grondstoffen ; 2°) ten gevolge van het aankopen in 1920 van nieuwe « Minerva »-rijtuigen, welke toelieten de lichte « Ford »-rijtuigen te sparen, wier gebruik veel herstellingen vereischte ; 3°) om reden dat vele oude rijwielen door nieuwe werden vervangen, welke dit jaar geen groote herstellingskosten zullen vergen.

De vermindering der credieten voor 1921 aangevraagd, vloeit voort : 1°) uit de vermindering der aankoopsprijzen ; 2°) uit de beslissing van den heer Minister om het druk verkeer der autos in te krimpen.

Idem.

Idem.

De post : gereedschap, moest lichtelijk verhoogd worden in vergelijking met dien van 1920, wegens het gebeurlijk aankopen van een nieuwsoortig entreposeerstoestel voor de benzine, waarvan het gebruik werd aangeprezen door de Commissie voor de bescherming der Staatsgebouwen tegen brandschade.

De vermeerdering wordt gebillikt : 1°) door de verhooging van den gasprijs ; 2°) door de uitbreiding van de te verwarmen en te verlichten lokalen wegens het aankopen van het gebouw in de Provooststraat, 132 en 134.

Deze som dient om de loodskosten te betalen voor onze in de provincie verblijvende motorrijtuigen of voor die welke dagen achtereen moeten rollen en ook voor de herstellingskosten ter plaatse.

De onkosten voor 1921 konden verminderd worden, omdat een gedeelte der registers van het vorige jaar nog kunnen dienen. Te meer, voorloopig wordt er geen nieuwen aankoop van bureelmeubelen voorzien.

De som van 235.000 frank, in 1920 toegestaan, was ontoereikend : 1°) ten gevolge van de nieuwe algemeene regeling der wedden en dagloonen door de Regeering toegestaan met terugwerkende kracht op 1 Januari 1920 ; 2°) wegens de onderscheidene vergoedingen door de Regeering toegestaan met terugwerkende kracht op 1 Mei 1920 ; 3°) ten gevolge der verhooging van 70 l. h. der reiskosten toegestaan door het Koninklijk besluit van 24 Januari 1920. — De ontoereikendheid van de verleende credieten werd aangevuld door middel van de Begrooting voor order.

De som van 324.000 frank, voor 1921 aangevraagd, houdt rekening : 1°) met de onderscheidene hierboven vermelde verhoogingen ; 2°) met de gebeurlijke afdanking van vijf auto-voerders vóór 1 Mei 1921.

De enkele botsingen welke in 1920 zijn voorgekomen, hebben het Departement er toegebracht eene zekere som te voorzien op de Begrooting van 1921 tot het dekken van de betaling der vergoedingen die gebeurlijk ten laste komen van den Staat ten gevolge van dergelijke ongevallen.

Wij geven hieronder de lijst van de autos, vracht-autos, motorfietsen, rijwielen per provincie in gebruik door het departement van Openbare Werken.

Vooreerst 24 reis-auto's die volgens de noodwendigheden over de verschillende provinciën verdeeld zijn.

Vervolgens, 1^o 43 vracht-auto's.

Deze vrachtwagens zijn verdeeld als volgt :

West-Vlaanderen	19	
Luik	3	
Antwerpen	1	
Namen	7	
Brabant	9	
Vrachtwagen voor herstelwerk	1	} in de loods van Elsene.
In reserve en herstel	3	

2^o 43 motorfietsen verdeeld als volgt :

West-Vlaanderen	5
Oost-Vlaanderen	—
Antwerpen	1
Limburg	3
Luik	3
Namen	7
Luxemburg	11
Henegouwen	3
Brabant	10

3^o 471 rijwielen verdeeld als volgt :

West-Vlaanderen	84
Oost-Vlaanderen	85
Antwerpen	45
Limburg	50
Luik	47
Namen	39
Luxemburg	27
Henegouwen	46
Brabant	48

Behalve deze 471 rijwielen, was de dienst der automobielen, sedert 1 Maart 1921, voor de provinciën Luxembourg en Antwerpen alsmede voor een gedeelte van West-Vlaanderen, belast met het herstellen en het onderhouden van ongeveer 180 rijwielen, behoorende aan de kantonniers en gebruikt voor den dienst.

De maandelijksche tegemoetkoming van 8 frank aan deze kantonniers verleend voor het onderhoud van hun rijwiel werd dus opgeheven.

Art. 11 voorziet een vermindering van 6,000,000 franken. Die vermindering is slechts schijnbaar, aangezien een deel der uitgaven van dit artikel overgebracht is op art. 18, dat met meer dan 12,000,000 toeneemt.

Op de 30 miljoen aangevraagde credieten, waren fr. 27,150,161.92 uitgaven besteed op 12 Mei.

Deze worden verdeeld als volgt :

Art.	Opgaven.	Voorziene uitgaven.	Uitgaven besteed op 12 Mei 1921.
11. Wegen : Onderhoud, recht- trekking		26,900,000	23,914,487.37
Baanbeplanting : aanleggen, on- derhoud, kosten van keuring .		800,000	1,545,534.55
Openbare parken : squares en rijwielbanen : aanleg en onder- houd		2,000,000	1,864,113.58
Toelagen		500,000	28,226.42
	Totaal : frank. . . .	50,000,000	27,150,161.92

Te dien aanzien moet worden gezegd, dat feitelijk het onderhoud van kasseibestratingen doorgaans merklijk minder kost dan dat van steenslagwegen, en wel om de twee volgende redenen :

De gewone steenslagweg slijt sneller dan de kasseiweg, eensdeels, wegens het loskomen der deklaag in steenslag door het zwaar vervoer met trekkracht van paarden en het snel verkeer van lichte en zware voertuigen, en, anderdeels, doordat het wrijvingscoëfficiënt grooter is bij steenslag- dan bij kasseibestratingen.

Evenwel wordt die algemeene stelling tamelijk gewijzigd door de omstandigheden, zooals blijkt uit de hierbij gevoegde tabellen.

Die tabellen geven onderscheidenlijk de onkosten per kilometer en de onkosten per vierkanten meter, voor de steenwegen in kasseiwerk en in steenslag, in 1913.

De aldaar voorkomende cijfers dienen ten minste met 4 vermenigvuldigd voor 1920.

In strijd met wat men logischerwijze zou kunnen denken, kost het onderhoud per kilometer kasseibestrating soms meer dan dat van steenslagwegen.

Dat ligt aan de grootere breedte van sommige gekasseide steenwegen, aan den aard en de drukte van het verkeer en ook aan het feit, dat de steenslagwegen veel vaker hersteld worden bij wijze van algemeene aanvulling en walsing, waarvan de onkosten aangeschreven worden op de buitengewone credieten.

II. Men verandert ook kasseibestratingen in steenslagwegen, met het oog op onmiddellijke besparing, tein einde op grooter schaal de slechte gekasseide steenwegen te kunnen verbeteren.

De niet meer te herkappen oude en misvormde kasseisteenen, die niet opnieuw gebruikt kunnen worden voor de gekasseide steenwegen, worden hoofdzakelijk verwerkt als fundeering van steenlaagwerken en soms met de hand geklopt tot steenslag (macadam) voor de deklaag der steenlaagwerken.

Inzake onderhoud van kasseiwegen, heeft de Begrootingscommissie den wensch uitgesproken dat de kantonniers, zooals voorheen, geregeld de ophalingen en kleine onderhoudswerken stiptelijk en methodisch zouden verrichten.

*
* *

Hierna worden de onderhoudskosten per kilometer aangegeven, aan den eenen kant voor de steenslagwegen, van den anderen kant voor de kassei-
wegen.

Wij kunnen echter die vergelijking alleen maken voor de vooroorlogsche werken, voor de latere was dat vooralsnog onmogelijk.

Kosten van onderhoud der banen, per vierkante meter in 1913.

PROVINCIEËN.	Groote banen.				Gewezen buurtwegen die staatsbanen geworden zijn.			
	Banen in vlakke veld		Steenwegen door de gemeenten		Banen in vlakke veld		Steenwegen door de gemeenten	
	gekasseid.	begrint.	gekasseid.	begrint.	gekasseid.	begrint.	gekasseid.	begrint.
Antwerpen	0.030	0.285	0.108		0.030	0.017	0.32	
Brabant	0.050	0.072	0.067		0.138	0.081	0.056	
West-Vlaandren	0.049	0.071	0.039	0.057	0.064	0.021	0.045	
Dienst op de kust	0.05	0.02	0.069	0.145	0.088	0.031	0.038	
Oost-Vlaandren	0.077		0.224		0.237		0.116	
Henegouw	0.046	0.081	0.131	0.098	0.108	0.125	0.193	0.069
Luik	0.055	0.137	1.931	0.419	0.075	0.115	0.345	0.174
Limburg	0.079	0.065	0.136	0.173	0.174	0.133	0.103	0.209
Luxemburg		0.037	0.205	0.051		0.045		0.074
Namen	0.025	0.065	0.172	0.09	0.028	0.078	0.272	0.067

Kosten van gewoon onderhoud, per kilometer, der banen gedurende het jaar 1913 (Steenwegen en grondwerken).

[N° 324.]

PROVINCIEËN.	Groote banen.				Gewezen buurtwegen die Staatsbanen geworden zijn.			
	Banen in vlakke veld		Steenwegen door de gemeenten		Banen in vlakke veld		Steenwegen door de gemeenten	
	Gekasseid.	Begrint.	Gekasseid.	Begrint.	Gekasseid.	Begrint.	Gekasseid.	Begrint.
	Frank	Frank	Frank	Frank	Frank	Frank	Frank	Frank
Antwerpen	438 83.	141 06	1,149 13	—	557 31	192 57	1,109 16	—
Brabant	650 61	770 95	777 97	?	908 87	421 72	446 11	?
West-Vlaanderen	527 99	848 78	432 23	635 89	533 04	312 11	472 37	—
Dienst op de kust	711 54	312 51	639 96	1,338 54	793 98	312 51	500 00	793 98
Oost-Vlaanderen	741 80	294 79	1,227 21	?	1,002 83	643 92	984 19	?
Henegouw	649 80	917 35	1,625 86	1,023 48	885 37	970 19	1,605 19	654 49
Luik	681 12	1,293 58	2,213 46	3,918 74	747 06	748 06	3,097 32	1,365 13
Limburg	972 67	634 04	896 70	825 57	1,612 76	923 21	887 17	749 44
Luxemburg	—	337 60	2,169 00	454 00	—	317 00	—	581 40
Namen	305 33	605 52	1,729 35	817 44	253 31	573 20	1,530 71	480 37

(12)

Artikel 12 betreft werken aan de burgerlijken gebouwen. Het vergt een vermeerdering van uitgaven met ongeveer 4,000,000.

Het aangevraagd crediet begrijpt eene som van 3,030,000 frank wegens credietoverschrijding op de begrooting voor 1920. Zij moet worden terzijde gelaten en het voorwerp van de bij crediet uitmaken.

Een som van 137,000 frank, aangevraagd door de amendementen op de algemeene begrooting van 25 Mei om te voorzien in het onderhoud der Burgerlijke Gebouwen op het, door het Verdrag van Versailles aan België toegekende grondgebied, zal moeten aangeschreven worden op de Bijzondere Begrooting van Eupen-Malmédy.

De huuruitgaven, grootendeels als gevolg van de huishuurwet, bedragen 660,000 frank. De heffingen en belastingen worden op 30,000 frank geraamd.

De hierna volgende tabel geeft de raming aan van de uitgaven, die ten laste van dit artikel 12 komen.

A. — Reeds begonnen of volstrekt noodzakelijke werken.

ANTWERPEN.

Werken, uit te voeren in 1921 volgens de ramingen van 1920.	Bedrag
	der voorzien uitgaven.
	Frank.
Gewoon onderhoud der burgerlijke gebouwen.	200,000 »
Gebouw van den toldienst. Herstelling verwarming.	16,925 »

BRABANT.

10, Welstraat (Kunsten). Binnenverfwerk.	12,000 »
28, — Vervangen ketel, centrale verwarming.	1,780 »
Hedendaagsch Museum. Verfwerk.	11,500 »
Laboratoriums te Tervueren :	
Leggen binnenleidingen watervoorziening.	20,096 »
Marmerwerken.	5,000 »
Herstelling transformator drekstoffen.	1,600 »
Ronde ramen en gezondheidsinrichtingen.	15,000 »
Granietbekleding, trap in beton.	12,500 »
Aanbrengen van vergaarbak in de vliering.	1,500 »
Binnenschrijnwerken.	60,000 »
Paleis Jubelpark :	
Wegnemen van schilden, enz.	1,200 »
Linkervleugel. Loodwerken.	4,000 »
Werkplaats vormers. Uitbreiding verlichting.	3,600 »
Stookplaats. Aanbrengen electromotor.	7,450 »
Groote Hall. Baksteenmuren (Montois).	16,000 »

Werken uit te voeren in 1921, volgens ramingen van 1920.		Bedrag der voorziene uitgaven.
		Frank.
Academiën paleis :		5,450 »
Aanbrengen van beweegbare scheidswanden.		
— 2 ^{de} voorkamer.		1,150 »
— allerhande, verhoog, glazendeuren, enz.		1,800 »
Marmeren voetstukken.		5,000 »
Luchters.		9,562 50
Verlichting. In goeden staat brengen.		37,690 »
10, Middaglijnstraat. Verwerken.		15,000 »
— Verhooging van bijgebouwen.		65,000 »
Tuinbouwschool Vilvoorde. Verwerk broeikassen en loodsen.		17,000 »
Bergplaats automobielen Departement. Vernieuwing riolen, enz.		19,350 »
61, Archimedesstraat. — Geschiktmaking stallingen.		5,600 »
40, Kweckerijstraat. Gezondheidsinrichtingen.		3,100 »
Gebouw van het Zegel. Aschstraat. Vernieuwen zinken bedakingen.		12,000 »
Kruidtuin. Herstellen bedakingen hoofdgebouw.		45,200 »
Veeartsenijschool :		
Veranderingen accumulatoreenzaal.		1,450 »
Inrichten hijschtoestel.		2,750 »
Doorbreken van een opening en bijhorige werken.		1,350 »
Aanbrengen van uitgang bij ongevallen.		1,400 »
Daklantaarns, enz. geschiktmaking.		5,400 »
Groote kliniek. Opbreken en herleggen bevloering.		6,400 »
Pokinientingsdienst. Geschiktmaken kelders.		4,500 »
Operatiezaal. Gezondheidsinrichtingen.		2,700 »
Schilderen verschillende metalen gedeelten.		8,000 »
Leveren van een « redresseur ».		7,200 »
Staatsblad :		
Vergrootingswerken.		140,000 »
Verandering verwarming.		200,000 »
Gezondheidsinrichting.		25,000 »
Onvoorziene werken.		35,000 »
Liften.		40,000 »
Buitenlandsche Zaken. Geschiktmaking hôtel.		200,600 »
Rekenhof. Voltooïing der nieuwe lokalen.		340,000 »
Paleis van 't Oude Hof. Vernieuwing zinkbekleedingen.		70,000 »
Munthof. Afbreken en vernieuwen dakgoten.		96,500 »
150, Waverschen steenweg, schellen, telefoon, verlichting		6,650 »
56, Kunstlaan. Omwerken en uitbreiden verlichting.		2,125 »
27, Ursulinenstraat. Inrichten elektrische verlichting.		3,500 »

Werken, uit te voeren in 1921 volgens de ramingen van 1920.

Bedrag
der
voorziene uitgaven.
Frank.

11, Kwekerijstraat, en 16 Theresianestraat. elektrische verlichting.	7,400 »
5, Beyaertstraat. Verbetering en uitbreiding. Inrichten elektrische verlichting.	38,200 »
5, Beyaertstraat. Binnentelefoon.	15,100 »
Kantoor Hypotheekbewaarder, te Leuven :	
Inrichten elektrische verlichting.	3,400 »
2, Lamermoutstraat. Binnentelefoon.	3,300 »
Landbouw, 9, Middaglijnstraat. Schellen en telefoon.	2,200 »
— 3, — Verlichting.	7,300 »
Sterrenwacht Ukkel. In goeden staat brengen accumulatoren.	23,500 »
Humelghemsche Poort. Aankoop van grond.	40,000 »
Gewoon onderhoud der Burgerlijke Gebouwen.	3,000,000 »

WEST-VLAANDEREN.

Provinciaal Bestuur, Brugge. Glaswerk.	6,500 »
Archiefgebouw, Brugge. Standbeelden Poorterslogie.	54,400 »
Gewoon onderhoud der Burgerlijke Gebouwen.	100,000 »
Provinciaal Bestuur. Kruisbeeld.	1,625 »

OOST-VLAANDEREN.

Provinciaal Bestuur Gent :

Inrichting elektrische verlichting.	3,300 »
Telefooninrichting.	1,300 »
Belastingen Gent. Inrichten elektrische verlichting.	10,800 »
Normaalschool Gent. —	3,500 »
Gewoon onderhoud der Burgerlijke Gebouwen.	200,000 »

HENEGOUW.

Tuinbouwschool, te Mariemont :

Geschiktmaking.	60,000 »
Electrische verlichting.	ter studie.
Bescherming tegen diefstal.	12,000 »
Landbouwschool, te Gembloers. Electrische verlichting.	ter studie.

Provinciaal Bestuur, Bergen.

Aanvullende elektrische verlichting.	12,500 »
Gewoon onderhoud der Burgerlijke Gebouwen	100,000 »

LUIK.

Werken uit te voeren in 1921 volgens de ramingen van 1920.

Bedrag
der voorziene
uitgaven.—
frank.

Provinciaal bestuur :

Onderhoud en verbetering parketvloeren.	2,800 »
Badzaal.	1,000 »
Linoleum en tapijten.	4,200 »
Schellen, telefoon, enz.	6,900 »
Justitiepaleis. Binnentelefoon.	3,000 »
Normaalschool. Inrichten voedingszuil	10,800 »
— Allerhande werken, verlichting, enz.	20,000 »
Gewoon onderhoud der Burgerlijke Gebouwen.	400,000 »

LIMBURG.

Gewoon onderhoud der Burgerlijke Gebouwen.	60,000 »
--	----------

LUXEMBURG,

Gewoon onderhoud der Burgerlijke Gebouwen.	50,000 »
--	----------

NAMEN.

Provinciaal bestuur :

Verbetering, geschiktmaking.	23,500 »
Belasting, Inrichten elektrische verlichting.	5,900 »
Gewoon onderhoud der Burgerlijke Gebouwen.	100,000 »

ELECTRICITEIT.

Gewoon onderhoud der Burgerlijke Gebouwen.	500,000 »
Voorschotten.	100,000 »
Huur, enz., (heffingen, water, verlichting, electriciteit, kolen, enz.).	1,000,000 »
Quaestuur Kamer.	21,000 »
Verrekeningen en onvoorziene uitgaven.	103,798 50

Totaal . . fr. 7,945,000 »

Op dit totaal crediet van 7,945,000 frank, was een som van fr. 3,658,219.79 besteed op 12 Mei 1921.

Die som was verdeeld als volgt :

	Uitgaven.	Bestede som op heden
1. Paleizen, hotels, Staatsgebouwen en monumenten, onderhoud en herstellingen; aankoop van meubelen, gewone en buitengewone werken tot verbetering, vergrooting, herstelling, enz. fr.	(1) 6,828,760	2,780,379.49
2. Aankoop van onroerende goederen (Hummelghemsche Poort) :	40,000	40,000 »
3. Plechtigheden en openbare feestelijkheden: werken en leveringen	15,000	2,000 »
4. Verwarming, verlichting, schoonmaking, waterdienst, enz. der lokalen, betrokken door de Buitendiensten van Bruggen en Wegen	100,000	48,000 »
5. Bijzondere dienst der Burgerlijke Gebouwen, aankoop en herstellen van meubelen, kantoorbenodigdheden	40,000	9,600 »
6. Huur van gebouwen	660,000	660,000 »
7. Belastingen	30,000	—
8. Allerhande (namelijk verwarming Justitiepaleis, Jubelpaleis, waterverbruik, huur watermeters, enz.)	200,000	90,000 »
Som die men gevraagd heeft over te schrijven onder artikel 18 (amendement)	31,240	31,240 »
	<u>7,948,000</u>	<u>3,688,219.79</u>

Artikel 13 betreft de kazerneering der Rijkswacht. Het aangevraagde crediet bedraagt 1,677,000 frank, hetzij 189,000 frank minder dan in 1920.

Littera A wordt van 850,000 op 600,000 frank gebracht, doordat een deel der onderhoudskosten ten laste der gebruikers gekomen zijn.

Littera B wordt van 794,000 op 825,000 frank gebracht, om te voorzien in de nieuwe lasten, voortspruitende uit de Huishuurwet en de inrichting van nieuwe brigades.

Littera C is onveranderd gebleven.

(1) Samengesteld als volgt :

a) Onderhoud der Burgerlijke Gebouwen (getal gebouwen : 336) werken die dringend noodzakelijk zijn.	4,810,000
b) Verbeteringswerken, enz. reeds uitgevoerd of nog aan den gang	1,701,591
c) Verbeteringswerken, enz. eerstdaags aan te besteden	317,169

De onderverdeeling der uitgaven geschiedt als volgt :

N° der artikelen en litterae der toelichting.	Bestuursuitgaven.	Uitgaven wegens toepassing eener wet (1).	Niet- verplichte uitgaven.
A)	Economaat. Benodigdheden voor de buitendiensten der ka- zerneering en van den bijzonderen dienst. 90,000	Onderhoud, herstellingen, vernieu- wing, meubelen. Bouwen, uitbreiding, verbetering, kosten van algemeen toezicht, plans, vergoedingen voor buiten- gewoon werk of overwerk. Water, verwarming, verlichting, ruiming, allerhande. Brabant 159,000 West-Vlaanderen . . . 34,000 Oost-Vlaanderen . . . 134,000 Limburg 20,000 Henegouw 50,000 Luik 28,000 Namen 9,000 Luxemburg 6,000 Antwerpen 10,000 Electriciteitswerken . . 60,000 510,000	Niets.
600,000			
B)	Huur van bureelen voor de provinciediensten(ka- zerneering). 31,000	Huur Rijkswacht, opvor- deringen, belastingen, huur 652,000 Huur barakken in de verwoeste gewesten . . 70,000 Nieuw gehuurde gebou- wen voor inrichting van brigades 72,000 794,000	
825,000			
C)	Telefoon van de Rijkswacht- brigades.	252,000	

(1) De wet van 28 Juni 1899 heeft de kazerneering der Rijkswacht ten laste van den Staat gebracht.

1^o Het crediet van 600,000 frank gevraagd voor 1921 bij litt. A) bedraagt minder dan dat gevraagd in 1920 (830,000 frank), omdat een deel der onderhoudswerken welke tot hiertoe uitgevoerd werden door den dienst der kazerneering, ten laste der gebruikers gesteld werd.

Het crediet van 825,000 frank, opgenomen onder littera B), bedraagt meer dan dat van 1920 (784,000), met het oog op de nieuwe lasten, voortvloeiende uit de toepassing der huishuurwet, alsmede uit de inrichting van nieuwe brigades.

Voor het crediet van 252,000 frank, opgenomen onder littera C), werd het cijfer van 1920 gehandhaafd.

2^o De in 1920 voor den dienst der Rijkswachtkazerneering aangenomen credieten zijn niet overschreden.

3^o Er zijn geen aannemingen volgens Amerikaansch contract.

Van het totaal crediet van 1,677,000 frank, waren 846,848,43 besteed op 12 Mei 1921, als volgt :

Aard der uitgave.	Op de begrooting gebrachte sommen.	Reeds besteede sommen.
<i>A. Kazerneering van de Rijkswacht; lokalen van den dienst; onderhoud; herstelling, vernieuwing, meubelen, enz., bouwen, uitbreiden, verbeteren, kosten van algemeen toezicht, plans, kantoorbenodigdheden, vergoedingen voor buitengewoon werk of overwerk; water, verwarming; verlichting, ruiming, allerhande . . .</i>	600,000	172,948.96
<i>B. Allerhande huur, opvorderingen, belastingen . . .</i>	828,000	572,939.37
<i>C. Telefoon. Verschillende abonnementen voor de aansluiting van alle brigades op het telefoonnet . . .</i>	252,000	100.963 10
	<u>1,677,000</u>	<u>846.848.43</u>

Artikel 14 betreft de waterwerken.

De credieten bedragen 6,500,000 frank meer dan verleden jaar. Feitelijk is er veeler een vermindering, in dien zin dat in die som een credietoverschrijding van 4,000,000 frank begrepen is, te voegen bij de 8,000,000 frank; verleend in 1920. Wij stellen voor, die som 4,000,000 frank te verwerpen, zooals alle credietoverschrijdingen, aangegeven in de tabel der Bijlage.

De toestand moet geregeld worden door het aanvragen van bijcredieten op de begrooting van 1920.

De vermeerderingen zijn in te deelen als volgt :

Opgave.	Credieten verleend in 1920.	Credieten aangevraagd voor 1921.	Meer voor 1921.
<i>a) Stroomgebied van de Maas .</i>	1,500,000	3,500,000	2,000,000
<i>b) — — Schelde.</i>	3,000,000	5,500,000	2,500,000
<i>c) — — den Yser</i>	2,500,000	3,500,000	1,000,000
<i>d) Veren.en aanhoorigheden .</i>	500,000	1,500,000	1,000,000
<i>e) Allerhande . . .</i>	500,000	500,000	
	<u>8,000,000</u>	<u>14,500,000</u>	<u>6,500,000</u>

Artikel 15 heeft betrekking op onze havens. Hier wordt een vermeerdering van 4,000,000 frank gevraagd, wegens den hoogen prijs der bouwstoffen en der arbeidskrachten.

De verdeeling daarvan kan als volgt voorgesteld worden :

Opgave.	credieten in 1920.	credieten voor 1921.	Meer.
a) Haven van Oostende . . .	1,100,000	2,500,000	1,400,000
b) Haven van Nieuwpoort . . .	500,000	750,000	250,000
c) Haven van Blankenberghe . .	500,000	750,000	250,000
d) Haven van Zeebrugge . . .	100,000	1,000,000	900,000
e) Kust; Bebosschen der duinen. Werken op het gebied der gezondheid. Toelagen.	1,200,000	2,000,000	800,000
f) Haven- en kustvuren . . .	100,000	500,000	400,000
	3.500,000	7.500,000	4,000,000

Artikel 16 betreft het personeel van het korps van Bruggen en Wegen.

Het beloopt 3,516,600 frank en overtreft met 315,700 frank de in 1920 verleende credieten.

De onderverdeeling daarvan geschiedt als volgt :

Jaarwedden van de 296 ambtenaren, vermeld in het begrootingsontwerp.	2,625,600
Wedden, voorziene nieuwe betrekkingen.	246,000
Normale bevorderingen en benoemingen.	90,000
Gezinsvergoeding.	40,000
Verblijfsvergoeding.	115,000
Duurtetoeslag.	400,000
	3,516,600

Art. 17 bedraagt 1,732,000 frank en is hetzelfde gebleven als in 1920.

Het wordt onderverdeeld als volgt :

Kantoor- en reiskosten.	736,000
Vergoedingen : buitengewone reizen, verandering van verblijfplaats, buitengewoon werk, buitengewone toestan-ten, onkosten voor examenjury's, enz.	618,350
Technische vergoeding.	377,650
	1,732,000

Hierbij zij aangestipt, dat de technische vergoeding een verren oorsprong heeft, alhoewel ze eerst onlangs werd toegekend. Reeds vóór den oorlog, werd aangenomen dat de langdurige Universiteitstudies der ingenieurs, benevens de afschrikkende moeilijkheden van het, voor de aanwerving af te leggen vergelijkend examen en, het noodzakelijk laattijdig dienstnemen der Ingenieurs bij den Staat, moesten aanleiding geven tot een bezoldiging,

heelemaal verschillend van de bezolding van het Bestuurspersoneel. Dit verschil moest, in den geest van hen die de zaak onderzocht hadden, logischerwijze liggen in het toekennen eener technische vergoeding.

Daar het vraagstuk toen echter niet opgelost werd, kwam de Staat na den oorlog in een hachelijken toestand te staan; de oproepen vanwege het Bestuur van Spoorwegen, van Telegrafen, Mijnen, en Bruggen en Wegen, om de noodige ingenieurs aan te werven voor hun diensten, bleven onbeantwoord; anderdeels, verlieten de in dienst zijnde Ingenieurs het Bestuur, om meer winstgevende posten te bekleeden. De hoofden der betrokken departementen hebben naar middelen moeten uitzien. Om nieuwe krachten aan te lokken en de oude niet kwijt te geraken, hebben zij hun toevlucht genomen tot het toekennen eener technische vergoeding.

Deze vergoeding verwekte natuurlijk de afgunst der andere ambtenaren, en ten gevolge van een door dezen in 't leven geroepen beweging, heeft de gedachte van het laten varen der technische vergoeding in beginsel gezegevierd; doch daarbij werd uitdrukkelijk verstaan, dat zulks alleen kon geschieden mits het opmaken van een bijzonderen wedderooster voor de Ingenieurs, wier wedden verhoogd moeten worden.

Thans wordt die wedderooster opgesteld voor de groote technische korpsen van den Staat.

Artikel 18 omvat de wedden van het toegevoegd personeel van Bruggen en Wegen. De aangevraagde credieten bedragen 24,154,700 frank, hetzij 10,544,700 frank meer dan de in 1920 verleende credieten, welke, met de bijcredieten, 13,810,000 fr. beliepen.

Deze vermeerdering is vooral te wijten aan het overschrijven op dit artikel van de wedde der kantonniërs, die vroeger op artikel 11 voorkwam, welk artikel, zooals hierboven werd gezegd, met 6,500,000 frank werd vermindert. Het verschil, dat meer dan 4,000,000 frank bedraagt, komt voort van den duurtetoeslag die, voor dit artikel, 4,644,000 frank is.

Hierna volgt de omstandige opgave :

Loonen, verblijfsvergoeding, gezinsvergoeding en duurtetoeslag der kantonniërs	fr. 6,150,000
--	---------------

Wedden, loonen en verblijfsvergoeding, gezinsvergoeding en duurtetoeslag der nieuwe eenheden	2,079,700
--	-----------

Duurtetoeslag, voor het gansche jaar, van het toegevoegd personeel van Bruggen en Wegen (met uitzondering der kantonniërs en der voorziene nieuwe bedienden), terwijl deze duurtetoeslag slechts werd toegekend van af Mei, en ook om de verhooging van de gezinsvergoeding te dekken	987,400
---	---------

Som voortkomende van het verhoogen van het uurloon der voorloopige werklieden en van het grooter aantal werklieden (wegens de vermindering van het getal werkuren), met inbegrip van de vergoedingen dier bijkomende werkkrachten . . .	1,127,600
---	-----------

Fr. 10,344,700

De gevraagde totale verhooging is noodig om in 1921 te betalen :

De wedden en loonen der 3,083 ambtenaren en beambten vermeld in het ontwerp van begrooting, en voorschotten voor het betalen

der werklieden	fr.	16,070,000
Wedden en loonen der voorziene nieuwe bedienden		1,547,700
Normale bevorderingen en benoemingen		187,400
Gezinsvergoeding		700,000
Verblijfsvergoeding		1,003,600
Duurtetoeslag		4,644,000
		24,154,700

Onder « *reglementaire kaders* » verstaat men die, welke, vastgesteld zijn door besluiten of verordeningen; onder « *werkelijke kaders* », die, welke overeenkomen met het werkelijk aantal ambtenaren of bedienden.

Het aantal bedienden bedroeg, op 30 Juni 1914.	1,899
— — — op 31 December 1921	1,832
— — — op 30 Mei 1921	1,973

Bij artikel 19 bedroegen de in 1920 aangevraagde credieten, met toevoeging van 200,000 frank bijcredieten, 653,000 frank. De voor 1921 aangevraagde credieten bedragen 1,200,000 of 533,000 frank meer.

Die vermeerdering is te wijten aan : reizen voor toezicht over de werken, veranderingen van verblijfplaats, buitengewoon werk, buitengewone toestanden, kleedingstukken, onkosten voor vergelijkende en gewone examens, vervanging van zieke of met verlof zijnde bedienden, verwarming en verlichting van telegraafkantoren, enz. 1,200,000 frank.

Hoofdstuk II bevat, als duurtetoeslag, een som van 3,078,000 frank, die zal overgebracht worden op de buitengewone begrooting.

HOOFDSTUK III.

Hoofdstuk III bevat, in de artikelen 20 tot 23, credieten tot een beloop van 493,000 frank, hetzij een vermeerdering met 173,000 frank op de credieten van 1920. Deze vermeerdering wordt vooral aangevraagd, ten einde een tegemoetkoming, bij wijze van pensioen, uit te keeren aan de gewezen kantonniërs.

Dit hoofdstuk bevat nog een duurtetoeslag van 25,000 frank welke op de buitengewone begrooting moet worden overgebracht.

HOOFDSTUK IV.

Dit hoofdstuk bevat de artikelen 24 en 25. De aangevraagde credieten bedragen 113,000 frank, hetzij 10,000 frank minder dan die van 1920.

Het bevat een crediet van 40,000 franken voor de Commissie, belast met de raming van den voorraad witten steen in Vlaanderen en Brabant.

Feitelijk is deze som het overschot van een in 1920 verleende toelage van 50,000 franken.

Wij stellen dus voor, deze begrooting te verminderen met de volgende duurtetoeslagen :

Hoofdstuk I	.	.	.	.	fr.	250,000
Hoofdstuk II	.	.	.	.		5,033,600
Hoofdstuk III	.	.	.	.		25,000
Hetzij . . . fr.						<u>5,328,600</u>

Het aantal ambtenaren en bedienden bedroeg, in 1920, 2,349.

Thans bedraagt het 2,251. Daarbij dienen gevoegd de 1,130 kantonniërs.

Eigenlijk zijn er in 1921, 98 ambtenaren en bedienden van Bruggen en Wegen minder dan in 1920.

*
* *

Onder voorbehoud van bovenstaande opmerkingen, stellen wij U voor, deze begrooting goedgekeurd te keuren.

Wij veroorloven ons evenwel, nogmaals de aandacht van de Regeering te vestigen op de noodzakelijkheid, de verleende credieten voortaan niet meer te buiten te gaan; want, wij herhalen het nog eens; daardoor wordt het toezicht der Kamers louter denkbeeldig.

Anderdeels, komt het overdragen van credieten op hetzelfde neer. De Commissie is van oordeel, dat een einde dient gemaakt aan die praktijk welke regelrecht indruischt tegen de artikelgewijzeverdeling der begrooting.

De Verslaggever,

E. CARLIER.

De Voorzitter,

A. MECHELYNCK,



BIJLAGE I.

(BIJLAGEN VAN N° 324).

ALGEMEENE BEGROOTING VOOR 1921.

(OPENBARE WERKEN).

Gewone begrooting

DE BEGROOTING VAN OPENBARE WERKEN IN DE AFDEELINGEN.

VRAGEN EN ANTWOORDEN.

2^e Afdeling.

ART. 9. — Een lid vraagt dat de uitgaven voor automobielen zouden verminderd worden (art. 9).

Het aangevraagde crediet voor den dienst der automobielen is een eerste maal verminderd geworden, ingevolge een verzoek van den Minister van Financiën.

De aangevraagde som van 600,000 frank is nauwgezet vastgesteld, in aanmerking genomen den huidige financieëlen toestand. Een nieuwe vermindering zou bezwaren meebrengen voor den regelmatig gang der diensten, belast met het toezicht over de talrijke in uitvoering zijnde werken.

ART. 11. — Een lid vestigt er de aandacht op, dat de provincie Henegouw, en inzonderheid het arrondissement Bergen slecht bediend is, inzake onderhoud van wegen.

Misschien was dat vóór den oorlog waar, doch sedert den wapenstilstand is groote en voortdurende zorg gewijd aan de banen der provincie Henegouw en inzonderheid aan die van het arrondissement Bergen.

Buiten de werken tot buitengewone herstelling, die reeds uitgevoerd of nog aan den gang zijn op de banen Brussel-Bergen, Bergen-Charleroi, Bergen-Quévrain, enz., is voor de gewone onderhoudswerken dier provincie een gemiddeld hoogere uitgave besteed dan voor het meerendeel der overige provinciën.

Ten bewijze daarvan de onderstaande tabel :

Uitgaven voor gewoon onderhoud, dienstjaar 1920-21.

Provincie Antwerpen	1,707,500 fr. voor 687 kilometer.
— Brabant	2,161,940 — 607,500 —
Groot-Brussel	1,267,500 — 115 —
West-Vlaanderen (Brugge)	1,919,500 — 626,622 —
West-Vlaanderen (Poperinghe)	1,756,300 — 340 —

Oost-Vlaanderen. Voor deze provincie is de aanneming van het onderhoud niet toegewezen.

Henegouw	3,180,000 fr. voor 830 kilometer.
Luik	3,728,000 — 1,113 —
Limburg	2,987,000 — 789 —
Luxemburg	3,146,000 — 1,174 —
Namen	3,855,000 — 1,222 —

3^{de} Afdeling.

ART. 11. — De Middenafdeling vraagt, dat de ontworpen werken in hun geheel zouden onderzocht worden en dat de uitslag van dat onderzoek zou medegedeeld worden.

Het programma der onderhoudswerken, uit te voeren op de Staatsbanen gedurende het dienstjaar 1921-1922, vergt een totale uitgave van ruim 22 miljoen. Het aangevraagde crediet bedraagt 30,000,000. Het verschil moet dienen tot bestrijding der kosten van onderhoud van parken en squares, voor het aanleggen en het onderhoud der rijwielbanen, de voorschotten voor kleine in eigenbeheer of anders uitgevoerde werken, de toelagen en talrijke onvoorziene onkosten, telkenjare veroorzaakt door de aanbestedingen, de noodige bijkomende werken, enz.

Het ware licht te bewijzen, dat dit crediet van 30,000,000 fr. volstrekt ontoereikend is om te voorzien in een behoorlijk onderhoud onzer wegen. Evenwel, ten aanzien van de volstrekte noodzakelijkheid om, voor het loopend jaar, de Staatsuitgaven in te krimpen, zal het Bestuur der Wegen zich daarnaar, zoo goed of kwaad het gaat, moeten schikken.

3^{de} Afdeling.

ART. 12. — De Middenafdeling vraagt dat de ontworpen werken in hun geheel zouden onderzocht worden, en dat de uitslag van dat onderzoek zou medegedeeld worden.

De in het verslag opgenomen tabel (Bijlage . . .) aangaande artikel 12, geeft de werken tot onderhoud en verbetering der burgerlijke gebouwen, voorzien voor 1921, en waarvan de kosten zijn aan te rekenen op artikel 12 van het ontwerp der begroting (gewone uitgaven). Die werken zijn dringend en hoogst noodzakelijk en moesten vroeger reeds uitgesteld worden wegens ontoereikendheid van de credieten. Wat betreft de werken, voorkomende op het ontwerp van begroting van de *buitengewone uitgaven*, daarover wordt verantwoording gegeven in de bij dat ontwerp gaande Memorie van Toelichting.

2^{de} Afdeling.

ART. 12. — Een lid vraagt wie besloten heeft tot uitvoering der werken vóór het Parlement.

Op dergelijke vraag, gesteld door den heer Woeste, werd op 25 Januari

1921 geantwoord, dat tot die werken besloten werd door de bureelen van Kamer en Senaat.

(Zie vragen en antwoorden, 28 Januari 1921, bl. 118).

3^e Afdeling.

ART. 13. — De Middenafdeeling vraagt dat de ontworpen werken in hun geheel zouden onderzocht worden en dat de uitslag van dat onderzoek zou medegedeeld worden.

De toelichting van tabel VIII, art. 13 van het ontwerp der gewone begrooting voor 1921, vermeldt alleen uitgaven wegens werken tot onderhoud, verbetering en uitbreiding waarvan de uitvoering noodig zal bevonden worden in den loop van het dienstjaar. De eigenlijke groote werken zijn voorzien op de begrooting van buitengewone uitgaven.

5^e Afdeling.

ART. 14. — Een lid wijst er op, dat niets voorzien is in de begrooting voor de vaart van de Yperlee naar de Leie.

Een ander lid dringt aan, opdat dit werk zou opgenomen worden in de categorie der 2^{de} reeks; nu komt het voor, zooals de Minister zegt, in de 3^{de} reeks.

De Minister heeft het in de 3^{de} reeks gebracht, omdat de Financiën het vroegen en dat werken van meer onmiddellijk nut den voorrang moeten hebben.

ART. 25. — Een lid oefent critiek op het aanzienlijk bedrag (40,000 fr.) tot betaling eener Commissie, gelast de opbrengst na te gaan van witte steen in Vlaanderen. (Art. 25).

Het grootste gedeelte der uitgaven voor het opsporen der witte steen vergaat in de materiele verrichtingen voor het peilen en verkennen van den ondergrond. In 1920, immers, werd daaraan $\frac{4}{5}$ van de totale uitgave besteed, en ik verhaast mij trouwens daaraan toe te voegen dat slechts fr. 5,362,26 werd gebruikt van het crediet van 50,000 frank, omdat de peilingen gedurende dat jaar niet naar wensch konden doorgevoerd worden; het overschot van het crediet is dus teruggevloeid in de Staatskas.

Het aangevraagde crediet van 40,000 frank is noodig om in 1921 de in 1920 aangevangen opsporingen voort te zetten.

ART. 27. — De Middenafdeeling vraagt dat de ontworpen werken in hun geheel zouden onderzocht worden en dat de uitslag van dat onderzoek zou medegedeeld worden.

Het crediet van 9,286,000 frank, voorzien in artikel 27, bestaat uit :
1^o) uitgaven ten bedrage van 8,730,000 frank voor het herbouwen van

vernield of afgebrande kazernen en voor het weder bewoonbaar maken der door den vijand verwoeste gebouwen; 2°) uitgaven ten bedrage van 536,000 frank tot vervanging en herstelling van de door den vijand vernielde, gestolen of beschadigde meubelen der kazernen.

Eerste Afdeling.

ART. 29. — Een lid verlangt te weten hoeveel de werken te Nieuwpoort gekost hebben en hoever het daarmee staat. Hij vraagt wanneer men de Amerikaansche Contracten zal opgeven?

De uitgaven voor het herbouwen der sluizen en stuwen in de achterhaven van Nieuwpoort beloopt thans ongeveer 10 miljoen; de werken volgens Amerikaansch contract zijn gevorderd tot de helft van de totale uitgaven en zullen tegen het einde van 't jaar af zijn.

ART. 33. — De Middenafdeeling vraagt dat de ontworpen werken in hun geheel zouden onderzocht worden en dat de uitslag van dat onderzoek zou medegedeeld worden.

Het crediet van 10 miljoen, art. 33. *Normale uitgaven*: 10,000,000 frank. Dit crediet bestaat uit: 1°) uitgaven ten bedrage van 9,300,000 frank tot vergrooting van bestaande kazernen, met het oog op de vermeerdering van de getalsterkte der brigades, alsmede voor het bouwen van kazernen wegens het inrichten van nieuwe brigades en van nieuwe éenheden, mobiele wacht en mobiele legioenen; 2°) uitgaven ten bedrage van 700,000 frank voor het aankopen van ontbrekende meubelen, noodig voor die uitbreidingen en de nieuwe gebouwen.

5^{de} Afdeling.

ART. 33, 50, 51. — Een lid vraagt of het Departement van Openbare Werken niets veranderd heeft aan de vóór den oorlog voor Antwerpen goedgekeurde werken?

Het programma der vóór den oorlog bepaalde werken is in de hoofdlijnen niet gewijzigd.

5^{de} Afdeling.

ART. 36. — Hoe lang zullen de werken tusschen Antwerpen en Luik duren?

De belangrijke werken ontworpen tot verbetering van het verkeer te water tusschen Antwerpen en Luik zullen tien jaar duren, voor zooverre het Departement over de noodige fondsen beschikt om die werken te doen vorderen.

4^{de} Afdeling.

Art. 40. — Wanneer zal de Staat de werken uitvoeren tot verbinding der Leuvensche vaart met Brussel-Zeehaven?

De vorige opmerking betreft de buitengewone begrooting.

De Brabantsche vaarten zijn gerangschikt in de eerste categorie der groote werken uit te voeren in ons land.

Er zal daarmede een aanvang gemaakt worden, zooodra het Departement over de noodige gronden beschikt en voor zooverre de toestand der Begrooting zulks mogelijk maakt.

4^{de} Afdeling.

Art. 66. — Een lid zou willen vernemen of de som van 5,000,000 volstaat voor de arbeidsongevallen?

Dit betreft het Ministerie van Arbeid en Nijverheid, artikel 66 der buitengewone begrooting.

3^{de} Afdeling.

Een lid uit den wensch, dat de Regeering de wettelijke bepaling zou in acht nemen, krachtens welke de rechtstreeksche overeenkomsten waarvoor geen openbare aanbesteding geschiedt, bij de griffie der Kamer zouden ingediend worden.

Deze wensch betreft het Ministerie van Openbare Werken niet. Hiervoor hoeft men zich te richten tot het Ministerie van Financiën.

Het Departement van Openbare Werken legt elk jaar de lijst over van de overeenkomsten gesloten volgens artikel 46 der wet op de Rekenplichtigheid.

TABEL VIII

Ministerie van Openbare Werken.

VERDEELING DER UITGAVEN.

Artikelen.	Aanwijzing der diensten en voorwerp der uitgaven.	Aange- vraagd crediet	Bestuurs- uitgaven.	Uitgaven wegens de toepassing eener wet.	Niet verplichte uitgaven.	Aanmerkingen.
	Eerste afdeeling.					
	Gewone uitgaven.					
	EERSTE HOOFDSTUK.					
	<i>Hoofdbestuur.</i>					
1	a) Jaarwedde van den Minister.	44,000	35,000			
	b) Representatiekosten.		9,000			
2	a) Algemeen Secretariaat.	2,450,000	295,000			
	b) Bestuur van Bruggen en Wegen.		1,755,000			
	c) Huishuurvergoeding.		125,000			
	d) Gezinsvergoeding.		25,000			
	e) Duurtetoelag.		250,000			
3	Vergoedingen voor buitenge- wone werken.	100,000	100,000			
	a) Bureelbehoefden en druk- werken.		122,000			
4	b) Meubelen.		22,000			
	c) Verlichting, verwarming, wa- terbedeeling.	210,000	40,000			
	d) Boeken en dagbladen.		13,000			
	e) Briefwisseling, vervoer en geringe uitgaven.		13,000			
5	Reis- en verblijfkosten.	75,000	75,000			
	Honoraria en reiskosten der advocaten van het Departement.	75,000	75,000			
7	Regeeringsafgevaardigde en re- geeringsraden, kunstraadge- ver, Hooger Comité voor toezicht.	175,000	175,000			

Artikelen.	Aanwijzing der diensten en voorwerp der uitgaven.	Aange- vraagd crediet.	Bestuurs- uitgaven.	Uitgaven wegens de toepassing eener wet.	Niet verplichte uitgaven.	Aanmerkingen.
8	Studie van ontwerpen, het op- maken van plannen. Aankoop en herstelling van ma- terieel. Onderscheidene leveringen : werktuigen, afdrukken, plan- nen, papier, boeken, kaar- ten, enz. Deelneming in de kosten van den dienst der aanbestedingen van het Kantoor voor Koop- handel. Kosten van zendingen in het buitenland voor studiën betref- fende de onderscheidene dien- sten van het Bestuur van Bruggen en Wegen. Onderscheidene kosten van ver- voer, Congressen, Toelagen, Telefoon, onderscheidene Ten- toonstellingen.	225,000				Het crediet in 1920 op de Begroo- ting uitgetrokken, bedraagt 210,000 fr. De verhooging van 15,000 fr. in 1921 is het gevolg van de te verleen toelagen (10,000 fr.) aan het inrichtings- comité van de Ten- toonstelling van Bouwkunde, te Gent en van de deelne- ming (5,000 fr.) van het Bestuur aan deze Tentoonster- ling.
a	Algemeene zaken. Onderschei- dene leveringen. Zendingen. Allerlei kosten.		70,000			
b	Toelagen: Congres voor Zeevaart Congres voor de Wegen. Internationale Tentoonstelling van Bouwkunde, te Gent.				5,000 3,000 10,000	
c	Wegen.		20,000			
d	Burgerlijke gebouwen.		2,000			
e	Kazerneering van de Gendarmerie		30,000			
f	Waterwegen.		35,000			
g	Personeel.		50,000			
9	Motorrijtuigen, motorfietsen, rij- wielen voor den dienst.	600,000				
a	Herstelling, onderhoud, benzine, olie.		205,000			
b	Luchtbanden, gereedschappen, verwarming.		53,000			
c	Kantoorkosten.		8,000			
d-g	Personeel.		324,000			
h	Geraamde som voor ongevallen aan derden.		10,000			
10	<i>Annales des Travaux Publics</i> , bezoldiging aan schrijvers, kan- toorkosten, materieel, afdruk- ken, verplaatsingen, allerlei.	40,000		40,000		Zelfde crediet als dat in 1920 toege- kend.
11	Wegen: onderhoud, verbetering, herstelling. — Beplanting der wegen en onderhoud ervan. — Openbare parken, squares en velowegen: aanleggen en on- derhouden. — Kosten van des- kundig onderzoek. — Toelagen.					

Artikelen.	Aanwijzing der diensten en voorwerp der uitgaven.	Aan-gevraagd credit.	Bestuurs-uitgaven.	Uitgaven wegens het toepassen eener wet.	Niet verplichte uitgaven.	Aanmerkingen.
	a) Wegen : gewoon onderhoud.	24,000,000	24,000,000			6,000,000 frank vermindering tegen 1920.
	b) Wegen : toelagen.	300,000			300,000	
	c) Bepantingen en onderhoud er van, kosten van deskundig onderzoek, dunnen en besnoeien naar aanleiding van het leggen van telefoon- en telegraaflijnen.	800,000	800,000			
	d) Openbare parken en squares : aanleggen en onderhoud.	1,000,000	1,000,000			
	e) Velowegen : aanleggen en onderhoud.	1,000,000	1,000,000			
	f) Werken buiten de pachten van onderhoud, als onontbeerlijk erkend of noodzakelijk geworden om redenen van overmacht. — Betaling van gronden die, om reden van nieuwe rooilijnen, aan de openbare wegen werden toegevoegd. — Kunstwerken : verbetering, wederopbouw, allerlei.	2,900,000	2,900,000			
	Te zamen.	30,000,000				
12	a) Paleizen, hotels, gebouwen en monumenten toebehoorend aan den Staat : onderhoud en herstelling; aankoop van meubilerende voorwerpen; gewone en buitengewone werken van verbetering, vergrooting, herstelling, enz. — Aankoop van gebouwen; openbare feestelijkheden : werken en levering. — Verwarming, verlichting, schoonmaak, waterdienst, enz., der lokalen betrokken door de buitendiensten van Bruggen en Wegen. — Aankoop en herstelling van meubelen, kantoorbehoefden, voor den bijzonderen dienst. Burgerlijke gebouwen van de hoofdstad en omstreken. — Allderlei.	(1) 7,255,000				Deze som is natuurlijk voldoende om de onontbeerlijke en dringende werken van onderhoud en van verbetering aan de Burg. gebouwen ten uitvoer te leggen, en inzonderheid aan de gebouwen betrokken door het Staatsblad en het Rekenhof. — De werken aan deze gebouwen uit te voeren zullen schier één miljoen frank vergen, daarin begrepen 310,000 fr. voor water, gas, electriciteit, steenkolen, enz., voor de gebouwen door Staatsdiensten aangekocht of gebouwd.
	b) Huur.	660,000				
	Belastingen.	30,000				
13	a) Kazerneering van posten der Gendarmerie : Lokalen voor dezen kazerneeringsdienst. Onderhoud, herstelling, hernieuwing, meubilering, enz. Bouwen, vergrooten, verbeteren, kosten van algemeen toezicht, plannen, vergoedingen voor buitengewoon of bijwerk. Water, verwarming, verlichting, ruiming, allerlei.	510,000		510,000		(1) Door de wet van 28 Juni 1899 kwam de kazerneering van de Gendarmerie ten laste van den Staat.

Artikelen.	Aanduiding der diensten en van het voorwerp der uitgaven.	Aan-gevraagd crediet.	Bestuurs-uitgaven.	Uitgaven wegens het toepassen eener wet.	Niet verplichte uitgaven.	Aanmerkingen.
	Econoomaat. Leveringen noodig voor de werking der buitendiensten van de kazerneringsdienst en van den bijzonderendienst.	90,000	90,000			
	b) Huur van gendarmerie-kazernen, opvorderingen, belastingen.	740,000		740,000		
	Huur van de bureelen der kazerneringsdiensten in de provincie.	31,000		31,000		
	c) Telefooninrichtingen der gendarmerie-brigaden.	252,000		252,000		
	Vaarten, rivieren, polders, bewateringen der Kempen, beplantingen en telegraaf-lijnen. — Onderhoud, heropbouw, verbetering, bestuur.					
	Veren en toebehooren : onderhoud, heroprichting, verbetering, oprichting, bedrijving.					
a	Stroomgebied der Maas.	3,500,000	3,500,000			
b	Stroomgebied der Schelde.	5,500,000	5,500,000			
c	Stroomgebied van den Yser.	3,500,000	3,500,000			
d	Veren en toebehooren.	1,500,000	1,500,000			
e	Allerlei.	500,000	500,000			
	Totaal der credieten.	14,500,000	14,500,000			
	Havens, kust, vuurtorens, kustlichten : onderhoud, heroprichting, verbetering, bestuur, Behossing der domeinduinen. Werken betreffende de hygiëne, toelagen.					
a	Haven van Ostende.	2,500,000	2,500,000			
b	Haven van Nieuwpoort.	750,000	750,000			
c	Haven van Blankenberghe.	750,000	750,000			
d	Haven van Zeebrugge.	1,000,000	1,000,000			
e	Kust. Behossing der duinen. Werken betreffende de hygiëne, toelagen.	2,000,000	2,000,000			
f	Vuurtorens en kustlichten.	500,000	500,000			
	Totaal der credieten.	7,500,000	7,500,000			

Artikelen.	Aanduiding der diensten en van het voorwerp der uitgaven.	Aan-gevraagd crediet.	Bestuurs-uitgaven.	Uitgaven wegens het toepassen eener wet.	Niet verplichte uitgaven.	Aanmerkingen.
	<i>Leiding van het personeel.</i>					
16	Jaarwedden der 296 ambtenaren in het ontwerp van begrooting voorzien.		2,625,600			
	Nieuwe jaarwedden, voorziene ambten.		246,000			
	Normale bevorderingen en verhoogingen.		90,000			
	Gezinsvergoeding.		40,000			
	Huishuurvergoeding.		115,000			
	Duurtetoeslag.		400,000			
		3,516,600	3,516,600			
17	Bureel- en reiskosten.		736,000			
	Vergoedingen : buitengewone reizen, veranderingen van woonplaats, buitengewoon werk, uitzonderlijke toestanden, kosten der examenjury's, enz.		618,350			
	Technische vergoeding.		377,650			
		1,732,000	1,732,000			
18	Jaarwedden en loonen der 3,085 werkelijke ambtenaren en agenten vermeld in het ontwerp der begrooting, voorschotten van de noodige fondsen ter betaling van de werklieden.		16,070,000			
	Jaarwedden en loonen; nieuwe voorziene ambten.		1,547,700			
	Normale bevorderingen en verhoogingen.		187,400			
	Gezinsvergoeding.		700,000			
	Huishuurvergoeding.		1,005,600			
	Duurtetoeslag.		4,644,000			
		24,154,700	24,154,700			
19	Vergoedingen : reizen om de werken na te zien, veranderingen van woonplaats, buitengewoon werk, uitzonderlijke toestanden, kleedingstukken, kosten voor prijskampen en examens, vervanging van zieke of met verlof zijnde bedienden, verwarming en verlichting der telegraafkantoren, enz.					
		1,200,000	1,200,000			

Artikelen.	Aanduiding der diensten en van het voorwerp der uitgaven.	Aan- gevraagd crediet.	Bestuurs- uitgaven.	Uitgaven wegens het toepassen eener wet.	Niet verplichte uitgaven.	Aanmerkingen.
20	Wachtgeld van beschikbaar ge- stelde beambten (daarbij be- grepen eene som van 25,000 fr. voor veranderlijken duurte- toeslag).	125,000	125,000			
21	Eerste termijn van gebeurlijk te verleenen pensioenen (niet be- perkt crediet).	60,000	60,000	60,000		Algemeene wet op de pensioener.
22	Steungelden.	300,000	300,000			Bewilligingen ver- leend bij onistente- nis van pensioen, namelijk van de ge- wezen kantonniërs.
23	Onvoorziene uitgaven.	10,000	10,000			
24	Commissiën belast met de studie der vraagstukken betreffende de geschiktmaking der voor- steden van Antwerpen en Gent.	75,000	75,000			
25	Commissie belast met het ramen van de opbrengsten in witte steen in Vlaanderen en Bra- bant.	40,000	40,000			Dit crediet is het niet benuttigd over- schot van de in 1920 toegeken- de 50,000 frank.

NOTA

over het Amerikaansch contract.

De staat van oorlog had, gedurende ruim vier jaar, het samenstel onzer verkeersmiddelen diep geschokt.

Daags na den wapenstilstand, hebben wij vastgesteld dat onze economische inrichting te gronde lag; een groot deel onzer spoorwegen werd vernield; meer dan 600 kilometer waterweg was onbruikbaar gemaakt.

Zonder verwijl diende men uit dien warboel te geraken: onmiddellijk dienden bruggen, sluizen, viaducten, kaaien, stuwen herbouwd, met één woord onze verkeersmiddelen weer in orde gebracht te worden.

De tijd ontbrak om bestekken, plans, beschrijvingen op te maken; er moest gebroken worden met de werkwijze van vóór den oorlog, dadelijk moest met de aannemers onderhandeld, onmiddellijk de hand aan het werk geslagen worden.

Bij ontstentenis van voorschriften aangaande den aard en het programma der uit te voeren werken, viel niet te denken aan aannemingen die partijen onwederroepelijk verbinden, anderdeels, waren de aanbestedingen op prijsboderel uigesloten wegens de onmogelijkheid om eenheidsprijzen vast te stellen, ten aanzien van de eischen der werklieden en van de schommelingen in den prijs der bouwstoffen.

Vele aannemers, die geweigerd hadden onder de bezetting te arbeiden, waren van al hun materieel beroofd en bevonden zich in de onmogelijkheid eenig werk uit te voeren. Wilde hij de aannemers niet begunstigen die voor den vijand gearbeid hadden, dan was de Staat verplicht zelf het noodige materieel aan te koopen, hetzij hier ten lande, hetzij in het buitenland, en het ter beschikking te stellen van de aannemers die hij gekozen had, om reden van hun bekwaamheid en hun eerlijkheid.

Men is dus gedwongen geworden overeenkomsten te sluiten genoemd « Amerikaansche contracten »; het aanwerven van werkkrachten, de aankoop van bouwstoffen, de huur of het aankopen van materieel geschieden hierbij door bemiddeling van aannemers, die gewoon zijn dergelijke aankopen te doen, en ons bijstaan door hun practijk en hun ervaring voor het inrichten der werven, voor de studie der te volgen werkwijzen, en het opsporen van het best geschikte gereedschap.

De medewerking der aannemers, de diensten die ze ons bewijzen worden beloond door een procent op het bedrag der uitgegeven sommen.

Behalve de mogelijkheid om de werken ommiddellijk aan te vangen, levert het Amerikaansch contract ook nog het voordeel op, dat het Bestuur een groote vrijheid van handelen behoudt, het mag de aan den gang zijnde werken wijzigen, de wijze van uitvoering veranderen, zonder deswege eenige vergoeding te moeten betalen; processen zijn uigesloten, en aangezien de aannemer er geen belang bij heeft slecht werk te leveren, worden

de werken uitgevoerd volgens de regelen der kunst en alle noodige voorzorg wordt genomen inzake de veiligheid, het welzijn en de gezondheid van den werkmán.

Anderdeels kan, wegens het voortdurend toezicht van het Bestuur, bevestigd worden dat de werken volgens Amerikaansch contract niet langer duren dan wanneer ze aangenomen worden tegen een som over het geheel, in de onderstelling dat dergelijke overeenkomst mogelijk geweest ware.

Nochtans worden tegen het Amerikaansch contract bezwaren ingebracht namelijk :

1^o Wanneer de aannemer den kostendenprijs van de aaneming tracht te verminderen, vermindert hij ter zelfder tijd zijn winst : hoe hooger daarentegen de uitgaven stijgen, door wanbeheer, hoe meer zijn winst aangroeit ;

2^o Dergelijke contracten verminderen de arbeidsopbrengst van den werkmán, omdat ze de lamelndigheid bevorderen.

Het Bestuur bepaalt den omvang der te verrichten werken : het Bestuur mag die werken tot het volstrekt noodige bepalen ; het moet er, daarenboven, zorg voor dragen dat de overeenkomst eerlijk uitgevoerd wordt, en misbruiken voorkomen door behoorlijke ingerichte bewaking en toezicht.

Laten wij dat toezicht van naderbij beschouwen ; daaraan werd van in den beginne af, de meeste aandacht gewijd.

Rekenplichtig beheer. — Tot grondslag van de rekeningen dienen de oorspronkelijke rekenplichtige handelsgeschriften der aaneming ; door methodische rangschikking en documentatie op steekkaartjes wordt dubbel werk vermeden. Het toezicht over de geschriften van den uitvoeringsdienst werd toevertrouwd aan ambtenaren van het Hoofdbestuur.

Handelsverrichtingen. — De diensten, aan welke belangrijke werken toevertrouwd werden, hebben allengs de handelszaken geheel in handen genomen, terwijl de ondernemingen uitsluitend belast werden met de uitvoering der contracten.

De tabellen der gangbare prijzen regelmatig uitgewisseld door de verschillende betrokken diensten, de inlichtingen verstrekt door de handelsbladen en technische tijdschriften, de mettertijd opgedane ervaringen hebben de Ingenieurs der werken in staat gesteld om in de zakenwereld op te treden met een zeker gezag, dat naderhand zich nog meer gevestigd heeft.

Dikwijls worden de overeenkomsten ook gesloten bij echte aanbesteding, en openbare aankondiging in bijzondere bladen.

Het is waar, de maatschappelijke zetels der ondernemingen waren feitelijk ontlast van een deel hunner taak, doch de in zijn bedrijvigheid geheel opgaande ambtenaar was aldus overtuigd, dat hij de onzedelijkheid van het contract tegenwerkte.

Nog eene andere werkwijze werd gevolgd door de diensten waarvan de werken in volle bedrijf waren : in 1920, namelijk, toen de prijzen der bouwstoffen en van het vervoer omhoog gingen, maakten zij voorraden ; nu, integendeel, worden nog slechts aankopen gedaan om in de behoeften van den dag te voorzien.

Dienst der magazijnen. — Geheel de magazijn-boekhouding : het binnenkomen van bouwstoffen, van verbruiksmiddelen, brandstof, oliën, vetstoffen, enz. wordt opgemaakt in gemeen overleg door de magazijnmeesters van den Staat en die van de aannemers.

Hetzelfde geldt voor de geschriften over het uitgaan van goederen, het verbruik en de verwerking.

Zoo heeft de dienst, op achttien maand tijds, meer dan 500,000 ton goederen van allen aard ontvangen, en die dienst houdt handelsgeschriften, waarover zijn medewerkers werden gelukgewenscht.

Die geschriften werden ook nagezien door een opzettelijk daartoe aangestelden ambtenaar van het Bestuur.

Werkkrachten. — De werklieden worden slechts aangenomen en gebezigd met de vaste, dagelijksche instemming der ambtenaren die aan 't hoofd der werven staan. De aanwezigheid wordt opgenomen door een aantekendienst naar het model, dat in zwang is bij de groote ondernemingen van openbare werken op hun private werven, met die bijkomende zekerheid, dat de aantekeningen afzonderlijk door het Bestuur en door de onderneming gehouden worden en, onder de verantwoordelijkheid van een ambtenaar, dagelijks dienen tot het opmaken van een op tegenspraak goedgekeurde betaallijst.

Ten slotte, houdt een ambtenaar, rechtstreeks afhangende van het Algemeen Secretariaat van het Departement, het oppertoezicht over dien aantekendienst, buiten de geregeld voorkomende onderzoekingen door nakijken rechts en links, waartoe de dienstoverste onder eigen verantwoordelijkheid verplicht is.

Arbeidsopbrengst. — Tegen de arbeidsopbrengst is soms heftige critiek geoefend. Dat was onbillijk. Hoe kan men een normale voortbrenging eischen in de meest mogelijke abnormale toestanden ?

Door den oorlog waren onze arbeiders, zoowel hand- als geestesarbeiders, om zoo te zeggen aan allen arbeid onttrokken.

Konden zij, die den zegevierenden oorlog meêgemaakt hadden, die goede soldaten geweest waren in de loopgraven, zoo maar van den eenen dag tot den anderen, degelijke grondwerkers worden in de uitgravingen van onze nieuwe sluizen en afleidingsvaarten ?

De burgerlijke bevolking, die gedurende vier en half jaar oorlog onder het bereik van het geschut geleefd had aan het front, in het etappengebied of in het Generaal-Gouvernement, kon ook niet onmiddellijk degelijke hand- en geestesarbeiders leveren.

Tijdens die gruwvolle jaren, had die bevolking niet gearbeid, ofwel, zoo ze iets verricht had, dan was dat om aan levensmiddelen te geraken; ofwel hadden zij dwangarbeid verricht, hier of als weggevoerden.

Daar is meer nog. Onze groote ondernemingen van openbare werken beschikken niet meer over hun technische leiders, noch over hun ploegbazen en anderen, die als 't ware de kaders vormen van dien handarbeid.

Bijna alles moest van meet af aan begonnen worden : de werklust, de leiding en de tucht moesten opnieuw gevormd worden.

Hoe ware een regelmatige voortbrenging mogelijk in dien toestand van zedelijke en geestelijke anarchie ?

Ook de privaatsnijverheid, die na den wapenstilstand hervat werd, had met dezelfde moeilijkheden te kampen ; hetgeen bewijst dat die moeilijkheden voortvloeiden uit den toestand zelf en niet uit het feit dat het hier « openbare » werken gold, noch uit de wijze van uitbuiting, genaamd « Amerikaansch Contract ».

Wij mogen ons gelukkig achten, dat wij ons zoo snel en zoo volkomen uit die ongelukken hebben weten los te werken, en dat het Departement van Openbare Werken, met zoo goed gevolg onmiddellijk de hand aan den ploeg geslagen heeft, liever onvolmaakt werk leverende dan ledig te blijven zitten, in aanbidding voor de starre theorie.

Hooger Comiteit van Toezicht. — De meeste werven, waar het Amerikaansch contract in zwang was, zijn bezocht geworden door en hebben onder het toezicht gestaan van leden van dat Comiteit.

De aangeklaagde onregelmatigheden zijn te onbeduidend om vermeld te worden ; slechts één ernstig geval van misbruik valt aan te stippen ; het geheel der ontvreemdingen beloopt een tienduizend frank ; voor die werf is echter reeds ongeveer 10,000,000 frank moeten uitgegeven worden en daar waren op sommige oogenblikken bij de duizend man aan den slag. Het geldt de verduistering van eenige bouwstoffen en misbruik van arbeidskrachten ; ongelukkig ook, schriftvervalsching, waarbij de medeplichtigheid van vier lagere bedienden noodig was, juist doordat een ernstig toezicht gehouden werd. Dezen werden afgezet en bij het gerecht aangeklaagd.

Herziening der contracten. — In Augustus 1920, werden aan verschillende aannemers, aan wie zeer belangrijke werken waren toevertrouwd, wijzigingen in hun Amerikaansch contract opgelegd.

Die wijzigingen bepalen namelijk dat de winst van 10 t. h. alleen zal toegepast worden op de waarde der bouwstoffen en het bedrag der loonen op 1 Maart 1920.

Het was immers begin Maart 1920 dat de loonen in eens eene ongemeene verhooging ondergingen, wat prijsstijging in alles medebracht.

Het gevolg van die wijziging zal zijn dat de winst van den aannemer zal verminderd worden in een verhouding, die voor de loonen ongeveer 40 t. h. zal bedragen ; voor de bouwstoffen is de vermindering zoo aanzienlijk niet, maar toch zeer noemenswaard.

* * *

Gewis, de op elk gebied getroffen maatregelen om de verkeerdheden van

dien vorm van overeenkomst tegen te gaan, kunnen de zaak niet onberispelijk maken.

Het bovenstaande, zijnde de uiteenzetting van de waakzaamheid der betrokken diensten, bewijst nochtans dat die gebreken de aandacht gaande gemaakt hadden in alle graden van den dienst.

De bekomen uitslagen bewijzen, ten slotte, dat de aan den dag gelegde werkzaamheid, het genomen initiatief en de opgelopen verantwoordelijkheid vruchten gedragen hebben.

BIJLAGE III.

OPGAVE

van de hydraulische ondernemingen welke nog door een loopend
Amerikaansch contract geregeld zijn.

AANWIJZING DER WERKEN.	SOM WELKE NAGENOEG NOG MOET BETAALD WORDEN.	AANMERKINGEN.
Bouwen van sluizen op de Boven-Schelde, te Berchem en te Espierres.	9.500.000	De op Amerikaansch contract aangegane onderneming zal waarschijnlijk tegen het einde van 1921 voltooid zijn.
Bouw te Asper en te Audenaarde.	8.000.000	Idem Idem in October 1921.
Id. te Kain.	4.000.000	Idem Idem tegen het einde van 1921.
Id. eener nieuwe sluis te Ben-Ahin aan de Maas.	2.000.000	Idem Idem Idem.
Bouw te Andenelle.	3.000.000	Idem Idem Idem.
Id. eener sluis te Kruisschans te Oorderen (Schelde).	60.000.000	Idem Idem in Juli 1923. Maatregelen worden getroffen met het oog op het opzeggen van dit Amerikaansch contract.
Bouw eener nieuwe sluis te Meenen aan de Leie.	1.700.000	De onderneming met Amerikaansch contract zal waarschijnlijk op het einde van April 1921 voltooid zijn.
Heropbouw der sluizen van de achterhaven te Nieuwpoort.	11.500.000	De onderneming met Amerikaansch contract zal waarschijnlijk tegen het einde van 1921 voltooid zijn.

**BEGROOTING VAN HET MINISTERIE VAN OPENBARE WERKEN
VOOR HET DIENSTJAAR 1920**

Eerste Afdeling. -- Gewone uitgaven.

ART.	Vermoedel. uitgaven dienstjaar 1920.	ART.	Vermoedel. uitgaven dienstjaar 1921.
1	44.000		46.649.000
2	2.000.000	13	1.500.000
3	100.000	14	12.000.000
4	210.000	15	3.500.000
5	40.000	16	3.200.900
6	60.000	17	1.500.000
7	100.000	18	13.810.000
8	200.000	19	665.000
9	805.000	20	101.000
10	40.000	21	20.000
11	36.000.000	22	60.000
12	7.050.000	23	10.000
	46.649.000		83.015.900

De credieten toegekend op de gewone begrooting voor 1920 bedragen 1 milliard 574,632,900 frank.

Tweede Afdeling. — Uitzonderlijke uitgaven.

ART. 24	.	.	.	fr.	30,000
— 25	.	.	.	.	20,000
				Totaal.	fr. 50,000

BUITENGEWONE BEGROOTING.

I. — Normale uitgaven.

Art.	Vermoedelijke uitgaven. Dienstjaar 1920.	Art.	Vermoedelijke uitgaven. Dienstjaar 1920.	Art.	Vermoedelijke uitgaven. Dienstjaar 1920.
95	61,000,000	Rep ^l .	67,410,000	Rep ^l .	93,640,000
96	1,300,000	103	—	110	3,500,000
97	1,160,000	104	—	111	200,000
98	750,000	105	235,000	115	100,000
99	2,000,000	106	1,000,000	116	900,000
100	1,000,000	107	2,855,000	117	2,000,000
101	200,000	108	20,640,000		
102	—	109	1,500,000		
	67,410,000		93,640,000	Totaal.	100,340,000

II. — Oorlogsuitgaven.

Art.	Vermoedelijke uitgaven. Dienstjaar 1920.
95	35,500,000
99	375,000
107	4,590,000
108	52,200,000
109	26,000,000
112	100,000
113	50,000
114	2,000,000
	120,815,000

Samenvatting.

AARD DER UITGAVEN.	Vermoedelijke uitgaven. Dienstjaar 1920.
Gewone begrooting	83,015,900
Uitzonderlijke uitgaven	50,000
Normale buitengewone uitgaven	100,340,000
Buitengewone oorlogsuitgaven	120,815,000
Totaal.	304,220,900

DE HAVEN VAN ZEEBRUGGE.

De kwestie betreffende de uitrusting van de haven van Zeebrugge werd in de Commissie onderzocht.

Onverminderd de later te nemen maatregelen, werd aangenomen dat het in 's Lands belang is dat deze kwestie met de grootste aandacht wordt onderzocht.

Hier beneden geven wij het verslag aan den Koning die eene onderzoekscommissie benoemt, belast met het bestudeeren van dit veelomvattend vraagpunt.

Brussel, den 7^a Mei 1921.

SIRE,

In 1914 was de Brugsche Zeehaven volop in bedrijf. De scheepvaartbeweging, met inbegrip van het havenkanaal, bedroeg, in 1913, 488,896 Moorsom-ton, invarende en uitvarende schepen bijeengerekend. Aan den anderen kant, stond de Maatschappij der Brugsche Haveninrichtingen op het punt te slagen in haar pogingen om de schepen der regelmatige scheepvaartlijnen tusschen Duitschland en Amerika de haven van Zeebrugge te doen binnenloopen.

Toen kwam de oorlog; van de prachtige inrichtingen dier beide havens werd door den vijand een overmatig gebruik gemaakt; toen hij ze moest verlaten, bleef er niets over dan puinhoopen en verwoesting. Aanstands na den wapenstilstand werd de heropbouw aangevat; thans is dat werk grootendeels af; de havens van Brugge en Zeebrugge staan weer open voor de scheepvaart.

Doch door den oorlog zijn de economische verhoudingen het onderste boven gekeerd. De clienteele die de maatschappij reeds gevonden had en die, waarop ze in de naaste toekomst mocht rekenen, bestond grootendeels uit de Midden-Europeesche landen. Zoo komt de Maatschappij der Brugsche Haveninrichtingen, wegens de stoornissen in onze betrekkingen met die landen door den wereldoorlog teweeggebracht, in een allermoeilijksten toestand te staan. Er dient een onderzoek ingesteld naar de gevolgen van dien toestand op het bedrijf der havens van Brugge en Zeebrugge en naar de maatregelen welke moeten getroffen worden, om beide havens zooveel mogelijk ten nutte te maken aan de Belgische belangen.

Het heeft mij toegeschenen, SIRE, dat de studie van die vraagstukken, zooals de Maatschappij der Brugsche Haveninrichtingen heeft voorgeslagen, dient toevertrouwd aan een commissie, waarin zouden zetelen, naast afgevaardigden van de Departementen van Openbare Werken, van Buitenlandsche Zaken, van Financiën, van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen en

Telegrafen en van Landsverdediging, vertegenwoordigers van eenige onzer groote nijverheids- en financieelinrichtingen.

Met het oog daarop, heb ik de eer Uwe Majesteit voor te leggen het hierbij gaande ontwerp van besluit, tot instelling van bovenbedoelde commissie.

Ik heb de eer te zijn,

SIRE,

van Uwe Majesteit,

de zeer verkleefde Minister,

E. ANSELE.

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL,

Op voorstel van Onzen Minister van Openbare Werken,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

EERSTE ARTIKEL.

Er wordt een commissie ingesteld met opdracht de gevolgen van den oorlog te onderzoeken, met het oog op de inbedrijfstelling der havens van Brugge en Zeebrugge, en na te gaan welke maatregelen dienen getroffen om die beide havens zooveel mogelijk ten nutte te maken aan de belangen van België.

ART. 2.

Worden tot lid van die commissie benoemd :

De heeren :

Minister van Openbare Werken of zijn afgevaardigde.

Bouckaert, hoofdopziener van Bruggen en Wegen, te Brussel.

Bultinck, hoofdopziener van het Zeewezen, te Brussel.

Colens, algemeen secretaris van het Ministerie van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen en Telegrafen, te Brussel.

Cousin, ingenieur, beheerder van de Maatschappij der Brugsche Haveninrichtingen, te Brussel.

de Burtet, ingenieur, beheerder van de « Banque de Bruxelles », te Nijvel.

De Cuyper, afgevaardigd ingenieur der Belgische Nijverheidsbank, te Oostende.

Degroodt, afgevaardigd beheerder van de naamlooze vennootschap « La Brugeoise » en « Nicaise et Delcuve », te Brugge.

De Meulemeester, senator, te Brugge.

Dupont, ingenieur, technisch secretaris der naamlooze vennootschap « Ougrée-Marihaye », te Ougrée.

Gilbert, kapitein-commandant van de 4^e afdeeling van den legerstal, te Brussel.

Hanrez, beheerder van Staatsspoorwegen, te Brussel.

Henroteaux, onderbestuurder bij het hoofdbeheer van Buitenlandsehe Zaken, te Brussel.

Jadot, voorzitter van het bestuurscomiteit der « Compagnie générale des Chemins de fer secondaires », afgevaardigde van de « Société Générale », te Brussel.

Marote, algemeen bestuurder der Waterwegen, te Brussel.

Schramme, advocaat, voorzitter van de Maatschappij der Brugsche Haveninrichtingen, te Brugge.

Urbain, bestuurder van het Oostendensch agentschap der Maatschappij Cockerill, lijn Oostende-Tilbury, te Oostende.

Van der Cruyssen, algemeen bestuurder bij het Ministerie van Financiën, te Brussel.

Van der Meersels, bestuurder van de naamlooze vennootschap « Lloyd royal belge », Nieuwstraat, 24, te Antwerpen.

Van Opstal, afgevaardigd beheerder van het Internationaal Zeevaart-agentschap, te Antwerpen, afgevaardigde van de « Banque d'Outremer », te Antwerpen.

Walín, algemeen bestuurder van Bruggen en Wegen, te Brussel.

ART. 3.

Onze Minister van Openbare Werken of zijn afgevaardigde zal de werkzaamheden der commissie voorzitten.

ART. 4.

De heeren Descans, hoofdingenieur bestuurder van Bruggen en Wegen te Brussel, en Verschoore, eerstaanwezend ingenieur van Bruggen en Wegen te Brugge, zullen respectievelijk het ambt van secretaris en van toegevoegd secretaris der commissie waarnemen.

ART. 5.

De commissie heeft haar zetel te Brussel.

ART. 6.

Alle uitgaven in verband met de inrichting en de werking der commissie worden aangeschreven op de begrooting van Openbare Werken.

ART. 7.

Onze Minister van Openbare Werken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Laken, den 17^e Mei 1921.

ALBERT.

Van 's Konings wege :

De Minister van Openbare Werken,

E. ANSSELE.

VIII. Openbare Werken.

TABEL.

Amendementen voorgesteld door de Commissie voor de Begrooting.

Artikelen der tabellen.	TEKST.	Aangevraagd crediet.	Voorgesteld crediet.	Amendementen.
2	Jaarwedden van activiteit en beschikbaarheid van de ambtenaren, bedienden en dienstpersoneel. — Loonen-Jaarwedden van de provincieambten verbonden aan het Middenbestuur. — Steungelden. — Duurtetoeslag, gezins- en verblijfsvergoedingen (met inbegrip van eene som van 250,000 fr. ank voor veranderlijken duurtetoeslag).	2,450,000	2,200,000	Verminderd met 250,000 fr. (Duurtetoeslag) door overdracht op de buitengewone begrooting.
9	Automobielen, motorfietsen en rijwielen van den dienst (met inbegrip van eene som van 9,600 fr. voor veranderlijken duurtetoeslag).	600,000	590,400	Verminderd met 9,600 frank (zelfde reden).
12	Palcizen, hotels, gebouwen en monumenten van den Staat : onderhoud en herstellingen ; aankoop van meubelen ; gewone en buitengewone werken van verbetering, vergrooting, herstel, enz. — Aankoop van onroerende goederen. — Openbare plechtigheden en feesten : werken en leveringen. — Verwarming, verlichting, schoonmaak, water, enz. van de lokalen ingenomen door de buitendiensten van Bruggen en Wegen. — Aankoop en herstel van meubelen, kantoorbehoeften voor den bijzonderen dienst der Burgerlijke gebouwen van de hoofdstad en dezer omgeving. — Huur. — Belastingen. — Verschelden. — Kazerneering van de Gendarmerie.	7,945,000	4,895,000	Verminderd met 3,050,000 fr. (crediet boven de begrooting van 1920. Het moet als aanvullend crediet voorkomen).
14	Vaarten, rivieren, polders, bewateringswerken van de Kempen, aanplantingen en telegraaflijnen. — Onderhoud, herstel, verbetering, beheer. — Veerponten en bijhoorigheden, onderhoud, herstel, verbetering, oprichting, exploitatie	14,500,000	10,500,000	Verminderd met 4,000,000 fr. (crediet boven de begrooting van 1920. Het moet als aanvullend crediet voorkomen).
16	Algemeene inspecteurs, ingenieurs en conducteurs van Bruggen en Wegen, adjunct-ingenieurs en -conducteurs : jaarwedden, maandelijksche toelagen aan het personeel van het proefkorps en toekomstige wedden, duurtetoeslag, gezins- en verblijfsvergoeding (met inbegrip van eene som van 400,000 fr. voor veranderlijken duurtetoeslag).	3,516,600	3,116,600	Verminderd met 400,000 frank (duurtetoeslag) door overdracht op de buitengewone begrooting.
18	Bijgevoegd personeel van het korps van Bruggen en Wegen ; waterbouwkundigen en adjunct-waterbouwkundigen ; ambtenaren en beambten belast met den dienst van de kazerneering der Gendarmerie ; bewakers van monumenten, kantonniers : jaarwedden, loonen, voorschotten, toeslag van wedde, duurtetoeslag, gezins- en verblijfsvergoeding (met inbegrip van eene som van 4 miljoen 644,000 fr. voor veranderlijken duurtetoeslag).	24,150,700	19,510,700	Verminderd met 4,644,000 fr. (zelfde reden).
20	Wachtgeld der beschikbaar gestelde beambten (met inbegrip van eene som van 25,000 fr. voor veranderlijken duurtetoeslag).	125,000	100,000	Verminderd met 25,000 frank (zelfde reden).